

2005 SEPT - Dec n° 1409 - 1418

le monde
libertaire
hebdomadaire de la fédération anarcho-
syndicale de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde **libertaire**

Allemagne



Quand les politiciens cuisinent La population trinque



Le pétrole ou la vie?

la vie après le pétrole
page 5

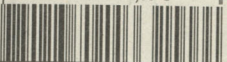
Katrina, comme un ouragan

page 8

Féminisme à la bolivienne

page 11

M 02137 - 1409 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« imagination:
Ce qui fait croire à un patron qu'il est utile »

hebdo n° 1409

Anonyme

du 29 septembre au 5 octobre 2005

70 P2520

Sommaire

Nouvelles des fronts tous azimuts, par Hugues, page 4

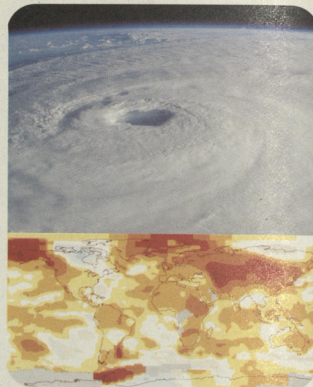
L'autruche fraîche comme un rasoir!, par Ladriss, page 5

Le pétrole dans la tourmente du profit, par J-P Tertrais, page 5

Brèves de combat, page 6

Front syndical minimum dans la chimie, par J-P Levaray, page 7

Katrina et le reste du monde, par P Schindler, page 8



L'obscurantisme est toujours là, par Le Furet, page 10

En automne comme en hiver, par J-M Raynaud, page 10

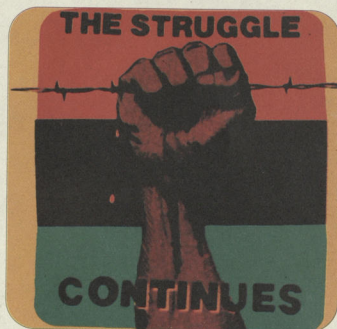
Mujeres Creando, féminisme à la bolivienne?, page 11

Brèves internationales, page 15

Saint-Junien, bastion anarchiste, par C Nepper, page 17

La seule aventure possible..., par N Potkine, page 19

De l'éducation, par Chaïnar, page 20



Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Ils ont voté. En Allemagne, mais aussi en Suisse et en Pologne, les électeurs ont offert leurs voix aux politicards les plus enjôleurs. En Pologne, une alliance des libéraux avec les conservateurs permettra au patronat d'exploiter encore plus les travailleurs, au bénéfice d'une économie basée sur la corruption et les magouilles. L'ancien leader du syndicat de combat Solidarnosc, dont sont issus les principaux partis de droite, a même été voter dans son ambassade de Washington. Il est vrai qu'en Pologne, dans les années 90, la xénophobie et le libéralisme paraissent révolutionnaires, l'Église catholique, elle, y est reconnue comme la grande libératrice du joug soviétique. En Suisse, pays de cocagne, la votation sur l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) aux dix nouveaux pays membres de l'Union européenne doit donner le droit au fameux plombier polonais de venir exercer ses talents au pays de la Croix-Rouge. L'accord était défendu par le gouvernement et le patronat et rejeté par l'extrême gauche. Il faut dire que cela est une bonne opportunité pour le patronat de plomber les salaires; sous l'appellation libre circulation des personnes, les dirigeants suisses entendent ne laisser entrer en Suisse que ceux dont la force de travail pourra contribuer au renforcement de la richesse du pays des comptes numérotés. En Allemagne, la courbe différence des résultats des élections a donné lieu à une cuisine entre politiciens qui a de quoi donner la nausée à ceux qui pourraient croire encore qu'un quelconque parti politique pourrait représenter ses électeurs. Les principaux partis de droite et de gauche, y compris les Verts, se sont réunis pour voir comment gouverner ensemble, qui formerait la majorité, qui irait dans l'opposition. Malgré les déclarations des différents participants, il y a gros à parier que derrière le jeu de chaises tournantes visant à remplir les fauteuils ministériels, ces pourris se sont entendus pour savoir jusqu'où ils pourraient aller dans la casse des acquis sociaux des travailleurs. Partout le jeu est le même, on demande aux citoyens de choisir à quelle sauce ils seront mangés, et si des différences s'affichent dans les programmes des partis politiques, ils ont en commun de vouloir gérer le bon fonctionnement de la société capitaliste, de s'attirer le satisfecit du patronat, ne prenant en compte les aspirations et désirs des citoyens lambda que comme des pisticismes sur leurs plaquettes publicitaires. Pour les ouvriers, chômeurs, précaires, sans-papiers, etc. Tout est perdu fors l'honneur...

Ecoutez radio libertaire sur le net:
<http://federation-anarchiste.org/ri>

Les sociaux-démocrates allemands passent l'arme à gauche

DIMANCHE 18 SEPTEMBRE, en Allemagne, les urnes confirmaient l'érosion politique des sociaux-démocrates du SPD (positionnés à 34,3 %) ainsi que l'échec relatif des chrétiens-démocrates de la CDU (coincés à 35,2 %). Les partisans des contre-réformes sociales contenues dans l'Agenda 2010 ont donc été sanctionnés, au profit notamment du Linkspartei qui réalise un score de 8,6 %. Mais tant les rouges de Gerhard Schröder que les noirs d'Angela Merkel refusent de composer un gouvernement avec le nouveau venu, qui rassemble les communistes du PDS et le WASG (Alternative électorale, emploi et justice sociale).

Après les « manifestations du lundi », qui ont vu l'an passé des centaines de milliers d'Allemands défilier contre la répression du chômage de longue durée (les mesures Hartz IV); après le non français au projet de Constitution européenne; après le non néerlandais, la percée du Linkspartei offre une nouvelle preuve qu'un peuple de gauche se cherche en Europe.

L'émergence du Linkspartei (dont le WSG emmené par Oskar Lafontaine, un transfuge du SPD) souligne une autre tendance européenne: des déchirures importantes apparaissent dans les partis socialistes, embourbés dans leur évolution blairiste. En Belgique, une enquête du magazine économique *Trends Tendances* évoquait l'apparition d'un courant à la gauche du PS, suite à l'élaboration de son plan Marshall, un plan de relance économique de la Wallonie pour le moins libéral. En France, le PS est également secoué de hoquets: Rocard a envisagé (avant de se rétracter) la création d'un nouveau parti dans l'éventualité où Fabius l'emporterait avec le concours d'autres partisans du non à la Constitution lors du congrès de novembre. Sans parler d'un effet boule de neige: en Autriche, le Parti conservateur autrichien (ÖVP, au pouvoir), « craint l'émergence d'une extrême gauche » après le succès du Linkspartei.

Alors, le Linkspartei, une réelle alternative? Le revers de la médaille se dévoile assez vite: si cela dépendait de la direction du PDS et de Lafontaine, le parti entrerait le plus vite possible au gouvernement. Histoire de cogérer la misère des 5 millions de chômeurs allemands, sans doute... Pour mémoire, dans les Länder où ils sont au pouvoir, les dirigeants du PDS participent au démantèlement social en prétextant qu'ils sont « impuissants face aux lois économiques de ce système ». Cette position s'avère d'autant plus intenable que c'est dans les mobilisations sociales, dans la rue, que le mouvement s'est construit.

Un zoom sur le WASG se révèle aussi cruel. Selon son programme, la faiblesse du marché intérieur est le problème principal du développement économique. Un tel point de vue considère la croissance comme horizon indépassable et comme fin en soi, alors que celle-ci engendre la concurrence entre les travailleurs. On a vu plus révolutionnaire. Par ailleurs, le WASG estime que la démocratisation de l'économie stimulerait le pouvoir d'achat de la population... Au-delà du fait que le salariat et les dominations qui en découlent sont maintenus dans ce projet, il est illusoire de penser que la crise puisse être surmontée au sein du capitalisme même. Faut-il rappeler que c'est ce système qui suscite les déséquilibres économiques...

La mise en place, durable et stable, d'un mouvement social ne sera pas la conséquence d'un travail parlementaire, mais le résultat d'alternatives socio-économiques réalisées dans les entreprises, entre les associations de travailleurs et de consommateurs, au quotidien. D'ici là, on peut se réjouir de ce que, dans le couple franco-allemand, la contre-performance de la CDU calme un peu les ardeurs libérales de Sarkozy. Et se féliciter qu'un message ait été envoyé à la Grande-Bretagne, actuellement à la tête de l'Union européenne: la dérégulation ne passe plus.

Hertje

Nouvelles des fronts

AUMÔNE sur le pétrole, les grands pollueurs-profits concèdent une misère sur leurs superprofits pour que les bagnoles continuent de rouler et pour tasser la grogne des couches populaires. Rideau de fumée sans doute fait pour dissimuler les cadeaux faits aux patrons routiers et gros paysans sur le carburant nécessaire à leurs affaires. Rideau de fumée pour camoufler la réforme fiscale en faveur des classes moyennes et supérieures. Démagogie et clientélisme sont les deux mamelles du chiracisme. Le pire, c'est que ça marche, alors pourquoi s'en priver, faut préparer le terrain pour lui ou pour son prince héritier, le Saigneur de Vil pain. 2007, c'est déjà demain.

Et pourtant, les raisons de la colère sont de jour en jour plus nombreuses, immigrés sacrifiés, mal logés expulsés, gamins kidnappés en pleine classe par une police toujours vichyste, prisons pour mineurs en construction. L'ordre sécuritaire est en marche. La société des précaires, des sans-emploi et des travailleurs pauvres est en route, il faut donc tout mettre en place pour éviter les débordements, rendre impossible la révolte, garantir la soumission à coups de bâton et de TF1. En d'autres termes l'Ordre, par petites touches, de milices privées en vidéo-surveillance, se prépare à maintenir son ordre et la sécurité des nantis.

Pour les autres, les hémorragies d'emplois continuent. Chez Vico, le marchand de chips, dans l'Aisne à Vic, un plan « social » prévoit le débarquement de 111 salariés sur 366, Polyrey un fabricant de panneaux décoratifs supprime 85 emplois à Ussel en Corrèze, Solectron-France en Gironde lance son 7^e plan « social » depuis quatre ans et annonce la liquidation de 250 postes sur 880. Dans le Tarn, c'est Alcan (aluminium) qui envisage la fermeture de sa filiale la Sogem et la suppression de 80 emplois. Le Réassureur Scor, au nom de la compétitivité, s'appête à virer 220 personnes dont 120 à Paris. Partout et dans tous les secteurs les têtes tombent, roulent doucement dans le caniveau de l'indifférence générale. Mais tout va bien, 5 % de chômeurs en 2010 annonce Sarkozy. En clair: radiation en masse de l'ANPE et petits boulots de rien qui t'excluent des statistiques pour toujours. Tout va bien, et pourtant, en Île-de-France durant les sept premiers mois de l'année, on constate une hausse de 2 % de l'intérim (lire précarité), 11, 9 % en Poitou-Charentes, 8,1 % en Limousin, 2,6 % en Île-

de-France. Quant au nombre de Rmistes, en juin, il s'élevait à 1,24 million de personnes, soit une augmentation de 3,8 % en un an. Le trophée du saccage revient à Hewlett-Packard (HP) qui, malgré des bénéfices impressionnants, va sacrifier 1240 emplois en France (6000 en Europe, 14000 dans le monde) pour satisfaire ses actionnaires. Quand on ne veut plus acheter la paix sociale à coup de gros salaires et d'actionariat « populaire », y'a plus qu'une solution, on vire. Le paternalisme, n'a qu'un temps, fallait sans douter, m'enfin!

Dans le monde, c'est itou, le patronat mène la lutte de classe. Pologne libérale, grève à la distillerie Wyborowa où le groupe Pernod-Ricard a décidé de faire le ménage en licenciant 119 prolos sur 248. États-Unis, le groupe

de sans-emploi à hauteur de 20 % dans les Länder de l'Est. Chez Blair, encore un modèle: 4 millions de Britanniques sous le seuil de pauvreté, 300000 en plus depuis l'arrivée de ce cher Tony, donc tout va bien à la City.

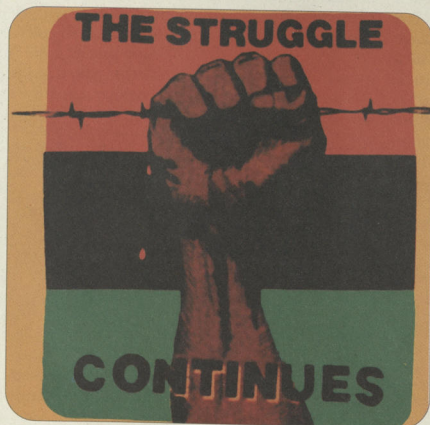
Quant à l'Asie dont on nous vante partout les mérites et les talents, elle n'a rien à nous envier. La « vieille » et puissante économie japonaise est aussi à deux vitesses. Les vieux japonais s'exilent faute d'une retraite décente, 15 % des foyers japonais vivent sous le seuil de pauvreté, soit 1 million de personnes (60 % d'augmentation en dix ans), 35 % des salariés sont en CDD et les petits boulots se multiplient. En Chine, on réinvente les villages Potemkine, les usines vitrines que l'on fait visiter aux industriels et aux ONG « crédules » et gavés

d'éthique sur l'étiquette à bon compte. Ici pas de conditions de travail épouvantables, pas de registres du travail falsifiés, que des salariés épanouis. Ailleurs, dans le vrai monde industriel, surexploitation, horaires et conditions de travail épouvantables, soumission aux violences patronales ou étatiques, salaires de misère. La Chine de là-bas vaut bien la Chine d'ici. Un rapport de juin 2005 de l'Organisation internationale du travail (OIT) dénombre près de 50000 immigrants chinois victimes du travail forcé proche de l'esclavage dont 70 % à Paris. 43 % sont exploités dans la confection, 23 % dans la restauration, 7 % dans le bâtiment, 17 % dans les services domestiques. 15 à 18 heures de travail par jour pour un « salaire » entre 300 et 500 euros dont 40 % seront confisqués pour payer les passeurs. Sarkozy entend rien, t'entends pas les machines à coudre dans les sous-sols? Tu préfères que tes sbires payés sur nos impôts enlèvent les gosses « en situation irrégulière » dans les cours de récré, c'est sûr, ça payera plus en 2007 d'autant que, tout compte fait, toutes ces pratiques mafieuses et exploitatives, ce n'est que de l'ultralibéralisme, rien de plus, alors où est le mal?

Et face à tout ça, quelle riposte? Une petite grève d'une journée le 4 octobre, il est vrai unitaire, une petite manif pour se dérouiller les articulations et la remise de nos intérêts à nouvelle gauche, vraiment à gauche, peut-être même à 100 %, qui malgré des promesses produira comme à son habitude des lendemains qui déchantent. À moins que... nom de Dieu!

Hugues

groupe Pierre-Besnard



Newell Rubbermaid (Waterman) souhaite fermer 25 de ses usines sur 80, résultat du jeu de massacre, 5000 emplois en moins dans le monde. Quant à l'Allemagne de l'État protecteur (aberration sociale-démocrate), c'est bien fini. Chez Siemens, les syndicats craignaient la suppression de 10000 emplois, mais la « bonne » nouvelle ne sera annoncée qu'après les élections: 2400. Normal, on va déprimer l'électeur. Y'a assez de Volkswagen qui malgré les accords antérieurs signés en 2004 qui garantissaient l'emploi jusqu'en 2012 (accords aujourd'hui enterrés) et des syndicalistes corrompus jusqu'au trognon songe à liquider 10000 postes de travail (14000 en Europe). De quoi alimenter les statistiques fédérales, déjà fortes de 5 millions de chômeurs et d'un taux

Y aura-t-il une vie après le pétrole ?



LES MENACES qui obscurcissent l'avenir de l'espèce humaine sont désormais nombreuses, mais il en est une, proche, qui va servir de révélateur et fournir une idée assez précise de la manière dont la et les sociétés vont franchir l'obstacle: la pénurie progressive de pétrole. L'enjeu est vital: l'autonomie des populations.

La fin du pétrole

Présent dans la nature en grande quantité, et relativement facile à exploiter étant donné son état liquide et donc sa commodité de stockage et d'acheminement, le pétrole a permis l'essor des transports au xx^e siècle. La croyance au progrès illimité des sciences et des techniques, la croissance comme seul critère de jugement, l'avènement d'une énergie abondante et bon marché, tout était réuni pour promouvoir le modèle américain. La surproduction, tirant les prix vers le bas, permettait le développement de la consommation de masse, c'est-à-dire l'envol des profits (169,4 milliards de dollars pour les seuls groupes pétroliers américains en 2005).

Or le pétrole est une ressource naturelle non renouvelable, présente en quantité finie dans le sous-sol. Alors que beaucoup semblent l'ignorer, la production de pétrole va bientôt entrer dans sa phase de déclin continu. Après un pic de production, estimé autour de 2015, le phénomène de « déplétion » va provoquer une situation où la demande de pétrole ne pourra plus être satisfaite.

Des conséquences dramatiques

Omniprésent dans notre vie quotidienne, c'est le pétrole qui fait fonctionner l'économie: les transports essentiellement, mais aussi l'agriculture (pesticides et engrais), les matières plastiques, les jouets, les caoutchoucs de synthèse, les fibres synthétiques, les CD, les DVD, les planches à voile, les détergents, certains médicaments... Or, compte tenu des besoins artificiellement créés, il n'y a pas d'alternative réelle au pétrole: la découverte et l'exploitation de nouveaux gisements se heurtent à de sérieuses difficultés (contraintes géologiques, techniques et financières); le rendement énergétique du pétrole non conventionnel (huiles extra-lourdes, sables asphaltiques, schistes bitumineux) est très médiocre, souvent même nul; la Chine, engagée dans une phase d'industrialisation rapide, voit sa consommation intérieure grimper à une vitesse vertigineuse; les réserves de gaz naturel ne sont guère plus importantes, et le charbon est l'énergie fossile la plus polluante. Par ailleurs, le nucléaire représente un pari insensé (réserves d'uranium limitées, risques d'accidents majeurs, gestion impossible des déchets).

J.-P. Tertrais

Quand l'autruche éternue...

Maréchal, nous revoilà

« La France! Voici un mot qu'on ne prononce pas assez souvent. » Sarkozy.

Car la France, grâce à moi, est de retour, et en grand! Le travail également! Quant à la famille, bin, je l'attends...

Combien ça coûte

« Je sais pas à combien sont les places pour mon spectacle, mais ça doit être cher. » Elie Seimoun, comique, pour une fois.

C'est sûr, ça sera toujours trop cher. Pour ton information la place au plus bas prix est à 33 euros. Quoi, seulement? Tu croyais que tu valais plus?

Tirer, dit-il

« Il faut savoir tirer les leçons de ce qui n'a pas marché. Le bilan 1997-2002 est contrasté. » Fabius.

Alors que le bilan 1983-1986, à l'époque où Fabius était Premier ministre, est lui globalement positif... Par ailleurs, faut-il rappeler que le même fut, sous Jospin, ministre des Finances? Tout porte à croire que ce garçon, comme son bilan, est « contrasté ».

Lucide, mais socialiste

« Le problème, c'est qu'une fois arrivés au pouvoir nous faisons le contraire de ce que nous proposons. » Germinal Peiro, député PS. Ça c'est finement analysé. Mais le vrai problème c'est surtout que, face à ce constat, les grandes gueules du PS répondent: ouais c'est vrai, et alors?

Chiche

« Moi aussi, je peux faire du jogging et plonger dans les vagues... » Bayrou.

Bah! vas-y, montre un peu, allez j'suis sûr que t'es pas cap'... Alléz plonge, dépêche-toi, le maître y va bientôt siffler la fin de la récré...

Lucide, mais con

« Il faut être clair et net, être en prison, c'est être privé de liberté. » Alvaro Gil-Robles, commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe: nom donné à l'endroit où on case les fonctionnaires virés du ministère de la Justice. Ils visitent les prisons, ils voyagent, bref, ils s'amuse bien. Pendant ce temps, dans les cellules on continue de mourir. Et pas de rire.

Où sont les femmes ?

« Si la population immigrée a légèrement augmenté entre 1975 et 1999, c'est uniquement du fait des femmes. » Rapport de l'INSEE.

Où sont les femmes? Elles émigrent, elles s'installent en France, elles font des gosses et elles s'incrument. Sous le vague prétexte du regroupement familial, elles rejoignent leur compagnon, pire encore, certaines d'entre elles enlèvent les hommes français de la bouche des femmes d'ici. Inacceptable. Charters, et vite!

Démonstration

« J'attends qu'on me démontre qu'une révolution serait possible, à supposer qu'elle soit souhaitable. » Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur.

Souhaitable c'est tout vu, possible, c'est aux étudiants de te convaincre. Souhaitons qu'ils soient cette année moins mous, moins apeurés, que les années précédentes, où, malgré les mouvements multiples (retraites, lycéens...) ils restèrent consciencieusement tête penchée sur les cahiers. Les ceillères, au feu, l'université au milieu?

Frédo Ladrisse.

(sources: Europe 1, Libération, le Nouvel Observateur, le Parisien).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Confidentiel défense

Le réseau « Sortir du nucléaire », dont le Fédération anarchiste est adhérente, s'est procuré la copie d'un document classé « confidentiel défense », reconnaissant explicitement que le futur réacteur EPR est vulnérable face à un crash suicide d'un avion de ligne. Deux porte-parole du Réseau ce sont rendus à l'Élysée le 23 septembre, afin de remettre ce document à un conseiller de la Présidence. Immédiatement interpellés, ils ont été interrogés par la



police, tandis que les documents dont ils étaient porteurs étaient saisis. Une information judiciaire a par ailleurs été lancée afin de découvrir l'origine de la fuite. En matière de nucléaire, on constate une fois encore que la transparence est de règle.

Immigration, piège à cons

Si les journaux aux ordres de Matra-Bouygues-Rothschild n'avaient pas décidé de le passer quasi sous silence, le dernier rapport de l'INSEE au sujet de l'immigration aurait pu faire l'effet d'un missile lancé contre l'idéologie xénophobe et sécuritaire régnant actuellement en France. On y apprend



en effet que si l'immigration a doublé entre 1946 et 1975, elle est pratiquement stable depuis 1979. On y apprend aussi que la moitié des étrangers présents en France y sont installés depuis plus de vingt-cinq ans, ce qui ruine le mythe de l'invasion, dont le Monde libertaire se faisait l'écho la semaine dernière. On y apprend enfin que l'immigration « économique » est largement un leurre, sur lequel se sont appuyés tous les gouvernements de ces trois dernières décennies, justifiant ainsi à bon compte leurs politiques d'expulsion. Qu'en pense Sarkozy ?

Pandore sentimental

Pour avoir critiqué dans Libération et sur RMC les objectifs chiffrés fixés par le ministère de l'Intérieur en matière de reconduite à la frontière, le gardien de la paix Rolland Gatti, affecté à la police aux frontières (PAF), est l'objet d'une enquête disciplinaire pour avoir contrevenu au « devoir de réserve ». À ce propos, Gilles Wiart, secrétaire général adjoint du Syndicat général de la police (SGP) a déclaré : « Je considère que les policiers de la PAF sont des humanistes. Il n'y a pas d'acharnement de leur part ou d'opérations ciblées. Ils ne font ni plus ni moins qu'exécuter les décisions de justice ou administratives. »

Trans mais pas folles

Les études réalisées à l'étranger confirment que les trans font partie d'une des « communautés » les plus touchées par le sida. Ignorés, mis à l'écart de toutes les recherches, statistiques, soins, traitements et prises en charges, elles et ils sont invisibles dans les campagnes de prévention. C'est



pourquoi, lors de la manifestation Existrans samedi 1^{er} octobre à Paris (voir agenda), les trans exigent la dépsychiatrisation immédiate, le libre choix, le droit à l'autodiagnostic, l'adaptation des dispositifs juridico-administratifs et la régularisation des personnes trans étrangères.

La lutte paye

Guy Effeye, 19 ans, scolarisé au lycée Jacques-Feyder d'Épinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis) vit en France depuis plus de quatre ans. Il est le père du petit Cam'ron, né au mois d'août, alors que Guy était en centre de rétention en attente de son expulsion dans un avion



poubelle de Air Cameroun. Le dimanche 18, la PAF a emmené Guy, pieds et poings liés direction Roissy. Plus de 200 élèves, leurs professeurs et

des militants, révoltés, sont intervenus pour empêcher cette injustice. Le lendemain, devant l'ampleur médiatique de l'affaire, Sarkozy a pris la décision de lui accorder une carte de séjour d'un an.

Raffles

Depuis le mois de juin, à Paris et dans de nombreuses villes de province, ont lieu plus de deux fois par semaine des raffles de sans-papiers. Ces opérations policières de grande envergure (Vichy



quand tu nous tiens...) ont pour but d'atteindre les objectifs du ministre de l'Intérieur, quel que soit son nom (Sarko, Villepin...): au moins 23 000 expulsions pour 2005. Rien que cette semaine, à Paris, ont eu lieu trois raffles, à Belleville, Château-Rouge et Château-d'Eau, avec entre 60 et 100 arrestations à chaque fois. Lorsque le journal paraîtra, d'autres auront suivi. Nous appelons à la plus grande vigilance contre ces pratiques, et à tout faire pour gêner, empêcher et arrêter ces raffles.

Expulsion

Sadaois, 7 ans, et Wael, 3 ans, se voient séparés de leurs parents qui sont désormais en cours d'expulsion. Leur père a été arrêté lors d'un contrôle d'identité et envoyé au centre de



rétention de Mesnil-Amelot. Leur mère, venue avec les deux enfants pour donner le passeport de son mari, n'est pas ressortie du centre où on lui a confisqué ses papiers. Les policiers ont demandé à la personne qui accompagnait la mère de se charger des enfants. L'expulsion des parents a été confirmée en appel, et la présence des enfants sans leurs parents sur le territoire français classée « hors dossier ». Cela va à l'encontre du droit français et international en matière de droit de l'enfant. Un nouveau pas a donc été franchi...

BREVES de combat

Une journée d'action dans la chimie



Jean-Pierre Levaray

Envoyé spécial

CE 19 SEPTEMBRE constitue une nouvelle journée d'action dans toute la chimie, à l'appel de la CGT et de FO. L'appel porte sur « la défense des salaires et de la convention collective ».

Une journée d'action de plus, motivée parce que les patrons de l'Union des industries chimiques (UIC) veulent casser la convention collective, remettre en cause les classifications, les primes d'ancienneté et tout le reste. À cela s'ajoute le blocage des salaires depuis cinq ans qui a entraîné que 5 coefficients de la chimie soient en dessous du SMIC. Et là, royalement, les patrons proposent une augmentation des salaires de 1,9 % étalée sur deux ans!

Cela fait près d'un an que des discussions sur les salaires ont lieu en réunion paritaire et, jusqu'à présent, les cinq organisations syndicales ont fait front commun. Un médiateur du ministère du Travail a dû être nommé mais (sans surprise) il prend fait et cause pour les patrons. Depuis quelques semaines, certains syndicats connaissent des états d'âme: la CGC et la CFTC se posent des questions et la CFDT (là non plus ce n'est pas une surprise) a le stylo qui la démange pour signer un quelconque accord.

Ce type de journée d'action; ça ne marche que rarement auprès des salariés: c'est trop éloigné de leur vécu et c'est géré par les permanents, ou quasi-permanents, des fédérations syndicales. Surtout, jusqu'à ces dernières années, les accords UIC constituaient le minimum et souvent, dans les boîtes, les syndicats et les salariés obtenaient davantage. Si ce n'est que depuis quelque temps, depuis que l'industrie chimique périclite et que les usines ferment, ce n'est plus le cas.

Dans certaines boîtes d'Arkema ou de Rhodia, des arrêts de travail ont lieu, mais rien de bien offensif. Dans notre usine, à Rouen, ça n'a pas pris, ni auprès des syndiqués, ni même auprès des militants. Tout le

monde semblant se réserver pour la journée du 4 octobre. Donc, c'est même pas la peine de louer un car pour aller manifester. On se retrouve à quatre dans la voiture, Hervé, Pascal, Alain et moi.

Arrivé à Puteaux, à cent mètres des tours de la Défense, on débarque devant le siège de l'UIC à midi. On retrouve quelques copains du Havre, de Dunkerque, de Martigues. Certains viennent des Alpes en nombre: leur usine va bientôt fermer. On se retrouve à 120 - 150, dont une quinzaine de FO. Ce n'est pas franchement un succès, juste une affaire de militants. Ça permet d'échanger des informations avec des collègues.

Une dizaine de flics sont là, dans leurs voitures (des fois que), un RG essaie d'entamer la discussion avec tout un chacun et deux vigiles embauchés pour la journée gardent l'entrée de l'immeuble de l'UIC. Le scénario est pourtant écrit: tout le monde sait ce qui va se passer.

Vers 13 heures trente, alors que certaines délégations syndicales commencent à arriver pour la réunion, nous nous massons devant l'entrée. Nous faisons bloc, et en même temps nous regardons l'état des portes d'entrée, des gonds... histoire de trouver une faille. Le premier vigile, en faction devant la porte, commence à stresser. Je vois Pascal qui commence à s'énerver. Hervé, Alain et moi nous nous approchons de lui. Et ça ne loupe pas. Une femme se présente à l'entrée, le vigile lui ouvre et Pascal s'engouffre, bloque le vigile (pourtant vachement plus costaud) et on tient la porte. Tout le monde rentre dans le hall. Premier acte.

Une fois qu'on est là, forcément, on fait du bruit: pétards, sono, slogans et tutti quanti. Un responsable de l'UIC arrive rapidement. C'est le DRH de chez Solvay. Pas très sympa, et arrogant. Il est vite rouge (voire violet). Comme il s'énerve, les manifestants en font autant, le traitent de tous les noms...

Ça monte très haut. Un type venu de Martigues lui dit ses quatre vérités. D'autres patrons arrivent ainsi que le médiateur... Il y a une forte tension que le cameraman de France 3 cherche à enregistrer avec difficulté.

Les deux représentants FO et CGT prennent la parole, demandent des augmentations salariales... Bref, une délégation FO-CGT entre dans la salle de réunion avec un mandat clair: ne pas signer et faire aboutir les revendications. Le vigile de tout à l'heure, avec son collègue, nous repousse de nouveau, pour empêcher d'entrer dans la salle de réunion. Ils sont rejoints par d'autres sbires au look patibulaire. On attend. Deuxième acte.

Après c'est un peu longuet, parce que l'immeuble de l'UIC est plutôt austère. On n'est pas dans une des tours de Total. Il y a toujours des pétards qui explosent, des cornes qui meuglent, quelques slogans, mais ça manque d'action. Il n'y a rien pour s'occuper, pas de matériel à casser: le mobilier est très succinct. Je vois Alain qui farfouille un peu partout à chercher un moyen pour atteindre la salle, j'en vois d'autres qui essaient par l'extérieur. Rien.

Alain et Hervé, je ne sais trop comment, réussissent à passer et à entrer dans la salle, avec deux autres. Ça crée un remous. On envoie des textos aux délégués. L'un d'eux sort et on en profite pour tous rentrer dans la salle. Troisième acte.

Le médiateur s'offusque, les patrons quittent la salle. Le représentant CGT dit qu'il est hors de question de négocier, qu'il faut qu'on pousse à la roue dans les boîtes - notamment le 4 octobre. Le délégué FO dit à peu près la même chose, dans un langage plus gauchisant, et en appelle à continuer la grève les 5, 6, 7 octobre et même après...

Après, ce sont les timorés qui doivent s'exprimer. La CFTC se sent obligée de suivre. La CGC dit qu'ils n'emploient pas les mêmes termes mais qu'ils sont d'accord avec la CGT et FO, même pour le 4 octobre. Reste la CFDT qui est vraiment très mal à l'aise mais qui, du bout des lèvres, se rallie.

Les patrons reviennent. Je ne sais pas si c'est dû au nombre, mais là, de les voir tous ensemble, avec leurs tronches de bourgeois et de premiers de la classe, on a envie de les voir passer un mauvais quart d'heure. Le médiateur est complètement débordé. On les chahute. C'est très jouissif. Il y a même un type, venu de Grenoble, qui gueule « Anarchie » mais je ne le connais pas.

Bref. Au bout d'une demi-heure, les délégations FO et CGT, suivies de la CFTC, sortent. La réunion est ajournée. Je reste pour regarder ce que fait la CFDT... Et c'est lamentable de voir des syndicalistes (ou considérés comme tels) faire la tronche parce qu'il n'y a pas cet accord au rabais à signer.

Une fois sorti, je rejoins les copains, on salue quelques collègues et on retourne sur Rouen.

Voilà, vous savez tout. Pas franchement la triomphe de l'anarchie, juste le minimum syndical.

JPL

Katrina

Le malheur des uns fait la richesse des autres



Patrick Schindler

Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

LOURAGAN Katrina a rappelé à l'opinion qu'il vaut mieux être riche et blanc aux États-Unis que pauvre et noir, dans un pays qui ne se cache pas de pratiquer une prévention et une assistance à deux vitesses, au faciès, et se fout pas mal des accords internationaux à minima de réduction des gaz à effet de serre, afin de limiter le réchauffement et ses conséquences sur l'environnement. Car, après le tsunami d'Asie, la catastrophe a encore souligné l'urgence d'arrêter de produire et de consommer les rares ressources naturelles et polluantes encore disponibles. Mais les nantis et tenants des capitaux s'en balancent, obsédés par le

profit à court terme. Seule une remise en question globale et radicale des systèmes capitalistes ou survivants du communisme, pourrait mettre fin à la surproduction, au gâchis et à l'égoïsme des producteurs et consommateurs privilégiés qui nient l'évidence et la raison, c'est-à-dire, la solution de la décroissance et du meilleur partage des « richesses », un terme qui reste aujourd'hui à redéfinir.

À quoi ressemblera la Terre après 2050 ?

Le groupe des experts en réchauffement climatique prévoit une élévation globale de

température de 3 à 4 degrés en 2100 et en deux cents ans, même en cas de réduction des émissions, la stabilisation ne suffirait à réduire le réchauffement qu'autour de 0,5 à 0,7 degré. De plus, fin 2005, la terre devrait compter 6,5 milliards d'habitants et passer à 9 ou 10 milliards en 2050, pour accueillir 3 milliards d'individus supplémentaires, tandis que les ressources se feront de plus en plus rares, au sein d'un environnement hautement menacé. Depuis trente ans, la biodiversité de la planète s'est transformée de manière inquiétante et aujourd'hui, plus de 83 % de la surface du globe sont directement influencés par l'activité humaine, une évolution économique et démographique sans équivalent dans l'histoire de l'humanité, avec une montée alarmante du rythme de la déforestation de la planète, notamment dans les régions tropicales. D'importantes ruptures des glaces de l'Antarctique sont d'ores et déjà provoquées par le réchauffement planétaire et en soixante ans, la température y a augmenté de 3,5 degrés, autant qu'en plusieurs millénaires. En Sibérie, 1 170 lacs ont disparu au profit d'une végétation conquérante, à cause du drainage de l'eau vers le sous-sol. La situation n'est pas plus brillante en Afrique, qui devrait, selon WWF, encore subir dans les prochaines années de nombreux événements extrêmes (tornades, inondations, sécheresses) au sein d'une atmosphère surchauffée, d'une agriculture fragilisée par le manque de pluie et les difficultés à combattre les effets du réchauffement dans un contexte d'extrême pauvreté. Enfin, on sait qu'à brève échéance des dizaines d'îles de Polynésie, et d'ailleurs dans le monde, auront disparu. L'océan tropical se réchauffe et les climatologues constatent que si le nombre de cyclones n'a pas augmenté, en revanche, ces derniers ont plus que doublé entre 1990 et 2004 et frapperont plus fort sur les côtes de plus en plus peuplées.

En France : sécheresse, pollutions et déchets nucléaires

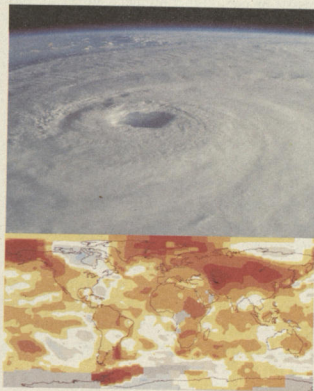
L'Union française des consommateurs constate l'échec de la lutte contre la sécheresse et la mauvaise gestion de l'eau, tandis que l'association Sortir du nucléaire considère leur impact, qualifié d'à peu près nul par les autorités, comme inquiétant, d'autant que les eaux rejetées par les centrales dans les rivières durant ces périodes dépassent largement les seuils autorisés. Pour les pollutions marines, malgré l'application des mesures européennes en matière de surveillance, celles-ci se révèlent très limitées par les moyens mis à disposition pour piéger les navires poubelles : la surveillance effectuée en mer n'a lieu que le jour et quand les conditions météo le permettent... Il y a pourtant fort à parier que si ces activités se révélaient être lucratives, nombre d'investisseurs capitalistes se les arracheraient. Mais aujourd'hui, qu'ont-ils à battre des victimes de l'Erika ou du Prestige qui attendent toujours

leurs indemnités, tandis que la cour d'appel de Paris a décidé qu'il n'y aurait pas de 3^e expertise pour déterminer les causes du naufrage. Pour sa part, Total, qui a engrangé 9 milliards d'euros de bénéfices en 2004, s'en bat également les bronches. D'ailleurs, selon un sondage d'Eurostat, il semble que les Européens se font peu d'illusions, puisque 77 % d'entre eux considèrent que « seule une catastrophe planétaire déciderait les autorités à réagir ». Des chiffres qui en disent plus long que les scores électoraux sur la confiance accordée par les individus à leurs élus !

Les banquiers et les assureurs concernés... par leurs intérêts

En cas de sinistre majeur, les financiers pensent avant tout aux coûts et n'hésitent pas à communiquer sur ce qui les touche le plus : le milliard de dollars de dégâts causés par Katrina. Mais les réassureurs (les assureurs des assureurs), sans même se fendre d'une petite phrase sur les morts et les personnes n'ayant plus aucune ressource après la catastrophe, alertaient dès le lendemain la presse économique sur « le coût élevé des cyclones de la saison 2004 qui ne devrait cependant pas mettre en péril le secteur », nous voilà rassurés. Sans compter qu'il va falloir pratiquement reconstruire la Nouvelle-Orléans et que les entreprises de gros travaux s'arrachent déjà les appels d'offres. Pour revenir aux causes du réchauffement climatique et aux financiers, ces derniers n'ont pas le temps de donner dans l'humanitaire, ils ont mieux à faire : les cyclones ne les ont pas empêchés de réaliser leurs premières transactions sur « Powernext Carbone » dès septembre. Il s'agit d'un site français sur lequel les industriels peuvent s'échanger au comptant des quotas de CO₂. Officiellement, l'objectif de ces bourses, qui existent également à Londres et ailleurs en Europe, permettent de fournir aux industriels gros producteurs de CO₂ (électriciens, papetiers, cimentiers etc.) « plus de flexibilité pour diminuer leurs émissions et leur procurer une meilleure information sur les coûts de la dépollution ». Chaque société participante se voit attribuer un nombre de quotas d'émissions, en fonction de sa pollution passée, sa croissance future et d'un objectif de réduction. Si elle réduit plus que prévu ses émissions, elle peut mettre en vente ses quotas et, dans le cas contraire, en acheter. Autrement dit, si elle pollue moins, elle peut vendre aux entreprises plus polluantes des « permis de polluer ». Et pendant ce temps-là, les officiels nous rabattent les oreilles de politiques de développement durable, de principes de précaution et d'éthique, tout en continuant allégrement d'empoisonner l'environnement en toute bonne conscience, tandis que, comme disait le camarade Ferré : « le peuple heureux rote tout seul dans sa mangeoire » bourrée de céréales aux OGM!

PS.



Chronique de l'obscurantisme

L'Église se renforce-t-elle en s'épurant ?

COMMENT VA L'ÉGLISE ? Ce n'est pas qu'on s'inquiète pour le cas où elle irait mal... mais on persiste à penser que plus mal va l'obscurantisme mieux iront les possibilités d'émancipation. Parmi les dernières nouvelles, le coming out – un peu contraint – de deux prêtres qui étaient papas... Ça se passe à Villeneuve-sur-Lot et à Port-Sainte-Marie, dans le Lot-et-Garonne. L'un d'eux a deux fils de 8 et 9 ans, l'autre une fille de 15 ans. C'est cette dernière qui apparemment a vendu la mèche...

Et alors ? Eh bien les voilà interdits de dire la messe. Pas grave ? Non, bien sûr... mais il y a un problème tout de même. Quand un prêtre est coupable d'actes de pédophilie, que se passe-t-il ? Est-il relevé des ses fonctions ? Il est simplement muté. On le change de paroisse, et il peut recommencer ses saloperies ailleurs. Ces deux-là n'étaient pas des malades trouvant une échappatoire dans le crime et c'est bien plus grave aux yeux de la hiérarchie ecclésiastique. On remarquera au passage la langue de bois de l'évêque local : les deux prêtres ont été invités « pour assumer les responsabilités personnelles auxquelles ils doivent faire face,

[à] prendre un temps de recul et de réflexion pour leur avenir ».

Pour rappel, au X^e siècle, le pape Jean X eut une fille (qui le fit emprisonner, puis assassiner) et qui fut la maîtresse des papes Serge III, Léon VI et Étienne VI. De Serge III, elle eu un enfant, qui fut pape à son tour sous le nom de Jean XI. Plus connu, début XV^e, le pape Alexandre VI était un Borgia qui eut une fille du nom de Lucrèce... Quant à aujourd'hui, ce qui vient de faire problème dans le Lot-et-Garonne n'en fait pas tant dans nombre de pays d'Afrique, où la hiérarchie persiste à fermer les yeux sur les situations de concubinage... Elle a certainement ses raisons.

Il faut voir aussi que le célibat des prêtres est aujourd'hui une des questions les plus importantes quant à l'avenir de l'Église catholique en Europe occidentale. En effet, le recrutement est en chute régulière depuis des années. Non seulement de moins en moins de gens vont à la messe, mais il y a de moins de moins de prêtres pour la dire. Benoît XVI ne changera rien à l'actuelle doctrine de l'Église... Il a lui-même beaucoup participé à

son établissement du temps où il était le cardinal Ratzinger. A fortiori, les femmes ne seront pas « ordonnées ». Ainsi, l'Église catholique et romaine préfère se priver de perspectives d'avenir plutôt que de faire confiance à des femmes. Les intégristes ne subissent (malheureusement) pas la même baisse de recrutement. Le fanatisme plaît toujours mais il reste (heureusement) marginal. Benoît XVI, s'il souhaite un rapprochement avec eux – il a rencontré récemment la Fraternité Saint Pie X – ne paraît pas pour autant vouloir revenir en arrière à tout propos.

Une Église mal barrée est encore capable de faire beaucoup de dégâts. Il n'est que d'entendre les récentes déclarations du ministre de l'Éducation, la compassion qui envahit le moindre reportage à la télé, la culpabilisation à tout propos qui guette les pauvres (prenez pas trop d'eau pour vous brosser les dents, il faut garder des millions de m³ pour arroser le maïs) pour rappeler que le cléricalisme doit être combattu quotidiennement

Le Furet

Faits d'hiver

Pour un œil, les deux Pour une dent, la gueule !

DEPUIS MAINTENANT un certain nombre d'années, ils nous expliquent que notre couverture sociale ne peut plus continuer à être ce qu'elle fut jadis.

De plus en plus de vieux, de plus en plus de pauvres, la mondialisation, la loi impitoyable du marché, la concurrence nécessaire entre le public et le privé, entre les pays qui payent leurs ouvriers avec un lance-pierre et ceux qui les payent à coups de trique, l'émergence de la Chine, celle à venir du Lichtenstein... tout cela et bien d'autres choses encore impliquent « forcément » de rogner toujours plus sur les derniers droits des miséreux et de tondre encore plus ras le mouton prolétaire.

Vous savez tous combien vous êtes remboursés quand vous devez vous faire soigner les yeux ou les dents. Des clopinettes. Ces gens qui nous gouvernent vous ont expliqué en long, en large et en travers pourquoi il ne pouvait pas en être autrement.

Alors, pourquoi les sénateurs (de droite et

de gauche, verts compris) bénéficient-ils d'une couverture sociale sur mesure ? Pourquoi la caisse autonome de Sécurité sociale du Sénat permet-elle que les frais d'optique et dentaires des sénateurs soient presque totalement remboursés ?

Les prétendues difficultés économiques et les nécessaires mesures d'austérité ne seraient-elles bonnes que pour certains (les pauvres) ? Un œil ou une dent de sénateur vaudraient-ils plus qu'un œil ou une dent de prolo ?

Bien évidemment !

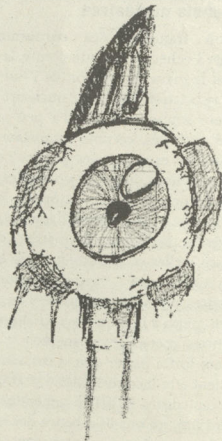
Tant du moins que vous n'aurez pas compris qu'avec ces gens-là, le seul langage qu'ils comprennent, c'est pour un œil, les deux, et pour une dent, la gueule.

Essayez et vous verrez !

Vous avez quoi à perdre ?

Jean-Marc Raynaud

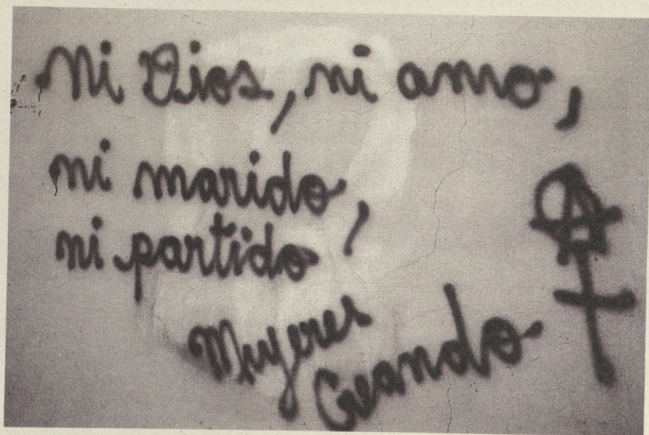
Chauce le 20 septembre 2005.



Mujeres creando

Bolivie
un mouvement
féministe

« Ni Dieu, ni maître, ni mari, ni parti ! »



« LA RUE EST SANS AUCUN doute la peau de cette ville ». La ville dont parle Maria Galindo, c'est La Paz, capitale d'un pays mal connu tant le traitement que les médias lui réservent est rare, rudimentaire ou caricatural. Pourtant, les événements du printemps dernier ont montré l'intensité des conflits politiques et sociaux avec, en particulier, le poids déterminant pris par les mouvements indigénistes et leur audience auprès des secteurs défavorisés périurbains issus précisément des zones à culture amérindienne, mais aussi la force de la revendication quasi nationaliste d'une renationalisation de l'exploitation des ressources en gaz et en eau cédée à des multinationales américaines et européennes. Tout ça sur un fond d'affaiblissement des organisations traditionnelles de gauche ou d'extrême gauche léninistes, avec la menace d'une scission de la partie du pays, la province de Santa Cruz, qui contient comme par hasard une formidable réserve de gaz découverte récemment!

Dans la ville, cette peau sensible porte les témoignages des luttes anciennes ou récentes,

le plus souvent sous la forme classique de slogans politiques partisans. Mais, pratiquant une sorte d'écart radical, d'autres graffitis, nombreux, éclatés, consciencieusement manuscrits, expriment des revendications du corps, de l'amour, de la sexualité libérée, la situation de la femme et de l'homme aliénés, la critique du goût du pouvoir, du patriarcat et du réformisme dans les mouvements sociaux. « Ni dieu, ni maître, ni mari. », signé Mujeres creando. C'est-à-dire, littéralement, « Femmes en train de créer ».

« Nous sommes un mouvement "d'Indiennes, de putes et de lesbiennes ensemble, mélangées et fraternellement liées" ». Cette autodéfinition – il en existe bien d'autres – aussi provocatrice que fondée est relativement récente. Qui sont et d'où viennent ces Mujeres creando ?

C'est en 1990 que deux jeunes universitaires, complices et amantes, Maria Galindo et Julieta Paredes, créent le mouvement Mujeres creando. Militantes de gauche, ayant côtoyé les mouvements féministes européens

– dont elles ont bien vu les limites –, elles décident d'investir l'espace public, les rues de La Paz, comme terrain de lutte pour la mise au jour de l'histoire occultée des femmes. D'abord installées dans un quartier périphérique populaire de la capitale (Villa Fatima), la mise en place d'activités qui font complètement défaut leur permettent de rallier des femmes venues d'horizons différents. C'est ainsi, par exemple, que Lidia Quisberth, paysanne et indienne, ralliera le collectif.

Une réflexion critique de démystification

La rencontre avec Monica Mendoza, en 1992, conduit à la création « officielle » de Mujeres creando et catalyse une réflexion critique de démystification de « tous les populismes, les maternalismes et paternalismes », qu'ils soient de droite ou de gauche. « Notre proposition n'est pas née d'un courant féministe... Nous ne sommes pas un courant de pensée... Lorsque les femmes rejoignent le mouvement, elles

apportent leur vie propre, leur corps, et surtout leur biographie personnelle qui nous paraît être la base pour que chacune d'elle construise sa position idéologique. C'est à partir de l'exploration des rebellions de femmes que je parle d'un féminisme intuitif, c'est-à-dire qui ne dispose d'aucun concept, d'aucun mot, ni même d'aucun référent symbolique dans une culture patriarcale», explique Maria Galindo. Le collectif décide peu de temps après son officialisation de créer un espace de rencontre plus accessible et voyant: ce sera le Café Art Carrajada (« éclat de rire ») situé au centre de La Paz. Simultanément, il investit les murs en y jetant par centaines des graffitis poétiques, amoureux ou fortement critiques à l'égard de toutes les violences ou falsifications (le nom du collectif s'accompagne d'un A cerclé). Il n'hésite pas à intervenir à contre-courant au cours de manifestations revendicatives ou dans des espaces publics. Bien entendu, la police tout comme les organisations d'extrême droite et de gauche ne leur font pas de cadeaux (arrestations, brutalités, injures).

En 1995, le collectif entreprend la publication du périodique *Mujer Publica* (« Femme publique ») pour diffuser ses positions sur les problèmes politiques, économiques, sociaux, sans oublier la vie quotidienne. Par ailleurs paraissent en 1999 *Grafitandos* (qui aura une suite en 2003 avec *Mujeres grafitando*) et *Sexo, placer y sexualidad*. Ce dernier ouvrage attire l'attention de la radio d'abord (entrevue et débat), puis de la télévision qui sollicite le collectif et lui propose la réalisation d'une série de huit épisodes dont le contenu est défini par *Mujeres creando*. Dès janvier 2000, ces épisodes, réalisés directement dans la rue, extrêmement provocateurs, proposés sous le titre de *Creando mujeres* (« En créant des femmes ») sont diffusés à des heures de grande écoute. Les thèmes traités – les sexualités, le plaisir, l'homophobie, la critique de la politique – provoquent un débat généralisé, inédit et violent au sein d'une société traditionnellement patriarcale et machiste.

Au cours de ces dernières années, *Mujeres creando* a substitué au Café Carrajada une maison autogérée appelée *Virgen de los deseos* (« La vierge des désirs », 2004). Une nouvelle incursion dans l'audiovisuel a donné une nouvelle série d'épisodes, *Mama no me lo dijo* (« Maman ne me l'a pas dit », 2003). Les héroïnes, toujours filmées dans la rue, sont la vendeuse, la nonne, l'Indienne et la pute qui, très naturellement, avec humour, provocation et poésie, mènent une violente charge contre tous les freins et contraintes culturelles, économiques, politiques qui nient la femme dans son humanité concrète, vivante, autonome et libre.

ZOT

* Suivent quelques textes (ou extraits) et illustrations pour suggérer la richesse et l'originalité du mouvement *Mujeres Creando*.

« Pas de ligne, tout en courbes! »



INSTALLÉES EN DEÇA et au-delà de la relation unique, exclusive et obsessionnelle avec l'État, fuyant le jeu « demande-victime-concession » dans lequel se sont situés historiquement les mouvements sociaux, *Mujeres creando* a inauguré en Bolivie d'autres façons de faire de la politique, d'autres scènes pour la faire et d'autres contextes thématiques à partir desquels elle peut être faite.

Nous sommes installées au centre des sensibilités sociales pour entrer en contact, à partir des zones de plaisir et de douleur de la société, avec tous les secteurs sociaux imaginables.

Peu importe que nous soyons quatre folles, peu importe que, parce que notre voix est contestataire, on nous colle l'étiquette de marginales ou de minoritaires; nous ne nous voulons pas ni ne nous prétendons complaisantes à l'égard d'une quelconque majorité. Nous ne tombons pas dans le prosélytisme et c'est pourquoi nous n'en appelons qu'à la désobéissance et à la provocation.

Nous sommes un modèle de rébellion qui n'admet aucune limite d'âge, de couleur de peau, de sexe; un modèle de rébellion, de contestation et de joie qui se nourrit de nos têtes, hystériques et constantes transgressions et qui se fraie une voie souterraine dans et en dehors de toutes les institutions sociales y compris, attention! l'Église.

« Être pédé est une option, être corrompu est une dégénération. »

Malgré toute l'homophobie sociale qui a fait pression pour nous enfermer dans la case mouvement de lesbiennes, nous avons dépassé ces schémas de très nombreuses fois non sans mettre en œuvre toutes les identités qui nous habitent simultanément et que nous manifestons publiquement. Nous sommes un mouvement « d'Indiennes, de putes et de lesbiennes ensemble, mélangées et fraternellement liées ». Ceci signifie que nous ne nous en tenons pas au cri d'affirmation de la différence, nous faisons de la différence un quelque chose qui, dans la relation de solidarité, complète l'autre pour que s'estompent les séparations de haine

que le patriarcat nous a inculquées comme si elles nous étaient propres.

« Un pénis, n'importe quel pénis est toujours une miniature. »

Malgré la misogynie sociale qui a essayé de nous enfermer dans la case mouvement haineusement anti-hommes, notre discours et nos mains ont audacieusement saisi le corps sacralisé du mâle pour l'humaniser, ce qui provoque des débats explosifs entre parents, curés, policiers, frères, voisins, amis et amants.

« Nous voulons tout le paradis, et non 30 % de l'enfer néolibéral. »

Le néolibéralisme a réussi à domestiquer les mouvements sociaux, à tel point que chacun d'eux s'est cru obligé de répondre à un scénario de questions et de thèmes; et c'est ainsi qu'est né un supposé agenda des droits de la femme. Nous n'y avons jamais collaboré, nous ne sommes pas un mouvement de revendication de droits et d'espaces à l'intérieur du système; c'est pourquoi nous avons réagi si violemment lorsqu'il s'est agi de poser le problème des quotas de femmes dans les partis. Nous avons concentré nos efforts sur l'analyse inachevée des formes d'oppression qui pèsent sur la société; nous pensons en effet que ce qui est à l'origine de la subordination des femmes ne peut être compris sans s'intéresser aux privilèges liés à la couleur, à l'âge, à l'option sexuelle; nous autres femmes n'avons pas

d'intérêts communs basés sur la biologie de notre corps.

Nous sommes et n'avons cessé d'être présentes dans les processus sociaux et politiques en apportant aux luttes créativité et expressivité; c'est ainsi qu'au cours des journées d'octobre nous marchions à contre-courant dans les rues de El Alto et de La Paz en offrant cette chère phrase: « Nous autres putes, tenons à préciser que ni Sanchez de Losada ni Sanchez Berzain sont nos enfants. » De même, nous irons à contre-courant dans le processus de création d'une Constituante au cri de: « Civisme rime avec fascisme »¹.

« L'utopie est aveugle et avance en trébuchant, elle est sourde et parle en criant, la couleur de sa peau est blanche ou brune [...] c'est que nous n'avons pas de ligne, nous sommes tout en courbes. »

Mujeres Creando

1. L'ex-président Sanchez de Losada et son ministre de la Défense Sanchez Berzain, furieusement néolibéraux, se réfugièrent aux États-Unis, en octobre 2003, à la suite de violents mouvements de protestation populaires. Les manifestants s'opposent à la privatisation du gaz décidée par Sanchez de Losada et réclament aussi l'ouverture d'un processus de création d'une assemblée pour la révision de la Constitution. Carlos Mesa, qui succède à Sanchez de Losada – Mesa sera déposé au printemps 2005 – entérinera cette exigence.

« La vierge des désirs »? (extraits)

Fuir pour construire

Expliquer ce qu'est « La vierge des désirs » n'est pas aussi facile qu'il y paraît. Ce n'est pas le siège d'un groupe ou d'un mouvement, ce n'est pas un centre culturel ni même une maison de femmes ou pour des femmes mais une maison autogérée ainsi que nous avons nous-mêmes décidé de l'appeler. « La vierge des désirs » est une façon de renouer avec une stratégie que, nous femmes, avons utilisée tout au long de l'histoire, stratégie qui a consisté à fuir la réclusion et à construire un espace qui nous soit propre, mais tourné vers la société. Nous sommes donc aussi des fugitives.

Nous fuions le jeu de « qui prend le pouvoir » qui s'est installé dans les mouvements sociaux, nous fuions la relation « victime-concession » qui est maintenant au cœur des rapports de ces mouvements avec l'État, nous fuions la transformation de la lutte sociale en abattoir à moutons. Nous fuions aussi, et en même temps, toutes les formes de réclusions domestiques où on nous tient en tant que mères, filles ou épouses. Nous aimons nos mères et nous sommes mères nous-mêmes, mais mères et filles qui fuions les limites que ces relations supposent. Comme vous le voyez, ce n'est pas très facile à expliquer puisqu'il s'agit du lieu précis où se tient le point de rencontre de la désobéissance et de la rébellion, tant dans le domaine du vécu personnel que dans celui du vécu collectif. [...]

La structure économique

Nous avons donné à « La vierge des désirs » la forme d'une coopérative où se mêlent différentes petites initiatives menées respectivement par des groupes de femmes différents. L'idée est que personne ne soit salarié ou désigné pour une fonction spécifique; au contraire, chaque groupe doit assurer son autosuffisance et participer à celle de la maison autogérée à partir de la fusion du travail manuel, du travail intellectuel et du travail créatif.

Nous refusons toute forme de travail séparé et hiérarchisé par le patriarcat et le capital: ces formes de séparation qui prétendent que laver une chemise ne peut en aucun cas avoir la même valeur que concevoir les plans d'un édifice; formes de séparation qui dépouillent non seulement de sa valeur le travail mais aussi la personne qui le réalise. De là, par exemple, la totale dévalorisation du travail domestique et le fait qu'une femme à la maison a moins d'importance qu'un frigidaire, bien que son travail soit vital pour la société.

C'est précisément tout cela que la maison autogérée s'emploie chaque jour à démontrer, et cette pratique est devenue pour nous la méthodologie centrale de l'organisation de nos tâches, de notre survie et de nos relations entre êtres différents.

Maria Galindo



Mets à nu ton imagination

NOUS NE SOMMES PAS des intellectuelles, ni des artistes.

Réfléchir, sentir et s'exprimer sur le corps n'est pas l'affaire d'artistes ni d'intellectuels. L'affaire des artistes et des intellectuels c'est la dissimulation et les bonnes manières, c'est la mode et les apparences. Tant que l'art sera aussi blanc, convenable, masculin, décoratif, inoffensif, égocentrique et si loin d'une bonne soupe ou d'un beau pavage, nous ne serons pas des intellectuelles ni des artistes. Nous ne sommes pas des artistes, nous sommes des agitatrices de la rue. Des cuisinières, des débitrices, des féministes, et des graphiteuses. Nous ne sommes pas des intellectuelles, ni des artistes.

Nous avons fait et faisons un grand nombre d'actes, d'activités créatives. Si vous les avez oubliés, si vous ne les résituez pas, si vous les méconnaissiez, alors nous vous confrontons à votre besoin de les nier. Nos actes ne sont pas des anecdotes. Leur seule transcendance est dans nos vies. Ils n'ont pas le goût du spectacle ni celui de l'exhibitionnisme qui pourraient nourrir ta morbidité.

C'est pourquoi ils trouvent leur place, leur sens dans la rue, dehors et en dehors. Dehors, dans le tissu des relations sociales, en dehors de médiations institutionnelles. Nos actes sont simples et contendants.

1. L'acte d'être soi-même.
2. L'acte de rire aux éclats du pouvoir.
3. L'acte de vendre un journal.
4. L'acte de ne pas accepter, ni même de prétendre à un prix.
5. L'acte de crier dans la rue.
6. L'acte d'aimer ce pays.
7. L'acte de prendre le contrôle d'une banque.
8. L'acte de ne pas avoir de mari.
9. L'acte de s'embrasser au coin des rues.
10. L'acte de se caresser sur les places.
11. L'acte d'accoucher.
12. L'acte de construire une communauté et pas une famille.
13. L'acte de prendre soin les unes des autres.
14. L'acte de s'habiller comme cela nous chante.
15. L'acte de se déshabiller où cela nous chante.
16. L'acte de donner le sein.
17. L'acte d'écrire notre pensée.
18. L'acte de nous organiser.
19. L'acte de ne pas faire de notre lutte un marchepied.
20. L'acte de prendre la parole en notre propre nom.
21. L'acte de partager son toit et sa nourriture.
22. L'acte de giffler.
23. L'acte de s'inviter à abandonner ses privilèges.
24. L'acte de ne pas être des moutons dans l'abattoir.
25. L'acte de ne pas suivre un caudillo.
26. L'acte de ne pas être candidates.
27. L'acte d'être libres.
28. L'acte de transgresser les normes.
29. L'acte de ne pas faire de calcul, de carrière, ni de CV.
30. L'acte de se moquer des policiers et des banquiers.
31. L'acte de ne pas répéter ce que dit l'Indienne mais d'écouter ce qu'elle dit.
32. L'acte de ne pas dire ce que la lesbienne dit mais d'écouter ce qu'elle dit.
33. L'acte de ne pas dire ce que les autres disent mais d'écouter ce qu'elles disent.
34. L'acte de ne pas cultiver les bonnes manières.
35. L'acte de mettre à nu l'hypocrisie.
36. L'acte de mettre à nu la double morale.
37. L'acte de mettre à nu la pudeur.
38. L'acte de mettre à nu la honte.
39. L'acte de peindre des pénis dans la rue.
40. L'acte de tomber amoureuse une fois, une autre fois et encore une fois.



« Aucune femme naît pour être pute. »

LA RUE EST sans aucun doute la peau de cette ville. Et comme n'importe quelle peau elle est sensible. Elle est la scène politique la plus importante et le lieu où se tissent et s'effiloquent nos relations sociales, où chaque jour surgit et disparaît une ville de toiles tendues, pleine de circulation et de conflits. La Paz n'est pas facile à vivre quand on n'aime pas les conflits. Grandir à La Paz c'est apprendre très vite par soi-même que le conflit appartient autant à la nature de la ville que le volcan Illimani¹ lui-même.

Dans notre ville, l'usage de l'espace public n'est qu'illusoirement sous le contrôle de la mairie. L'usage de l'espace public, et plus précisément ce qui lui donne son importance politique et culturelle, est avant tout entre les mains des vendeuses ambulantes – vendeuses de nourriture, de boissons fraîches, de suceries –, des cirqueurs de chaussures, de toutes celles et de tous ceux qui organisent sans se lasser d'incessantes marches, qui montent et qui descendent, qui demandent ou qui rejettent. Sur cette scène, les bureaucrates ne sont qu'une sorte de toile de fond.



« Amour et sérieux sont notre lutte. »

Telle est la ville des habitantes et des habitants de La Paz, ville de protestations et de rencontres; nous baignons et nous nous nourrissons des conflits sociaux de tout le pays; c'est là sa fécondité, sa caractéristique principale, sa richesse et son sens culturel.

Les rues de La Paz sont une école politique et un forum permanent et ininterrompu. [...] Les rues de La Paz forment aussi le tableau le plus concret, le plus immédiat et précis de la faim mêlée à l'initiative, l'ingéniosité et l'espoir. [...]

Ce qui est en jeu dans les rues de La Paz, c'est la construction tenace d'identités diverses et souples, de voix multiples et complexes que rien ne peut uniformiser et encore moins discipliner. [...]

Maria Galindo

1. Le volcan Illimani est à La Paz ce que la tour Eiffel est à Paris.

Colombie Antimilitarisme

GUSTAVO MONROY, âgé de 20 ans, et vivant à Savaravena dans la région d'Arauca, a été recruté de force par l'armée colombienne ce 10 août 2005.

Comme de nombreux jeunes colombiens, Gustavo Monroy, refuse de porter une arme et de servir l'armée, invoquant le droit d'objection de conscience dans un contexte de guerre civile. Dans ce département colombien qui compte la plus importante militarisation du pays au regard du nombre d'effectifs, mais aussi de l'utilisation des espaces publics et la tentative de contrôle militaire sur la vie sociale et politique, le centre ville de

Savaravena est littéralement asphyxié par la présence militaire, la population étant encerclée par des soldats postés et faisant l'objet de contrôles constants. Le droit d'objection de conscience, pourtant existant, n'est pas respecté par l'armée qui, même si elle dit vouloir organiser des recrutements ouverts et volontaires, pratique en réalité des rafles et des pressions afin qu'à tout moment les besoins de l'armée soient comblés, recrutant ainsi des jeunes contre leur volonté. Gustavo Monroy est l'un d'entre eux.

Contact: asojer@redcolombia.org

Turquie Liberté pour Mehmet !



LE 10 AOÛT 2005, à Sivas, l'objecteur de conscience Mehmet TARHAN a été condamné à 4 ans d'emprisonnement.

En Turquie, il n'existe pas d'alternative au service militaire, tout homme qui refuse de porter les armes encourt une peine de prison.

Emprisonné le 8 avril 2005, Mehmet entame une grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements qu'il subit. Il obtient gain de cause après 28 jours, mais est réintégré dans son unité militaire où il refuse à nouveau de servir sous les ordres.

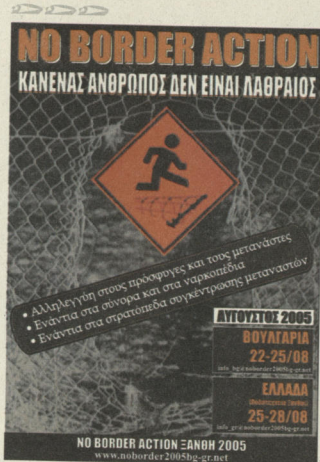
La Cour de justice militaire poursuit Mehmet pour deux chefs d'inculpation : « refus d'obéissance » et « refus d'obéissance dans le but d'échapper au service militaire », le verdict étant de 2 ans pour chacune des condamnations.

Le tribunal n'a pas argumenté sa décision

comme le signale l'avocat de Mehmet, il s'agit de la condamnation la plus dure prononcée en Turquie à l'encontre d'un objecteur. Celui-ci entend bien faire appel devant la Cour suprême d'appel pour les affaires militaires. L'application de ce verdict implique que 19 mois de sa condamnation soient effectués en prison militaire.

Exprimons notre solidarité et notre soutien à Mehmet en lui envoyant des cartes postales (Mehmet Tarhan, Sivas Military Prison, 5. Piyade Egitim Tugayı, Askeri Cezaevi, Temelepe - Sivas, Turkey. Fax +90-346-2253915), et en protestant contre sa détention auprès du Président de la République (M. Ahmet Necdet Sezer, c/o SE l'ambassadeur de Turquie, 16, avenue de Lamballe, 75016 PARIS).

Un monde en lutte



Bulgarie & Grèce

No border, no nation!! stop deportation!

Du 22 au 28 août DERNIER s'est installé, dans la région de Xanthi, près de la frontière gréco-bulgare, un camp No Border, à l'initiative du Mouvement antiautoritaire (Grèce), du Groupe anarcho-résistance (Bulgarie-Sofia), du Groupe de réfugiés et immigrants grecs et d'Initiative anarcho-syndicaliste (Serbie).

Deux camps se sont succédé, le premier en Bulgarie, a occupé une ferme abandonnée près d'un poste-frontière, à Kluch, et le second à l'université de Xanthi, occupée pour l'occasion, à proximité du camp de rétention de Vena en Grèce.

L'objectif de cette initiative: mener des actions contre toutes les frontières, les camps de rétention pour clandestins et affirmer sa solidarité avec les réfugiés et immigrants.

Un blocage de la frontière gréco-bulgare, des projections vidéo et des débats avec la population locale ont réuni les participants avant d'organiser les 2 manifestations pacifistes de Xanthi et Komotini. En continuité avec cette dernière, les manifestants se sont dirigés vers le camp de Vena, où ils ont réussi à entrer et rencontrer les clandestins.



Photo Sophie Vincent

Italie

Turin Répression

LA REPRESSION DES ANARCHISTES, notamment à Turin, est particulièrement préoccupante.

Dans la nuit du 11 au 12 juin 2005, une quinzaine de fascistes armés de couteaux et de bâtons forcent la porte du squat « Barocchio », situé dans la banlieue de Turin.

Deux occupants du squat sont blessés par des coups de couteau.

L'un d'eux est gravement blessé. Il s'en est fallu de peu qu'il y ait un mort.

Le 18 juin, une manifestation antifasciste dénonçant l'agression du squat est violemment attaquée par la police. Deux compagnons sont arrêtés et incarcérés pendant deux semaines avant d'être relâchés. En attendant leur procès, ils doivent pointer au commissariat deux fois par semaine.

Le 2 juillet, une grande manifestation anarchiste et antifasciste rappellera que ni les escadrons fascistes ni la répression policière ne feront reculer les libertaires.

Le 20 juillet, les antifascistes organisent

une manifestation de protestation contre le CPT de Turin (centre de rétention pour immigrants). Dans la nuit, 17 militants sont arrêtés à leur domicile et 7 sont encore aujourd'hui en prison. Les anarchistes montreront encore une fois leur solidarité et leur soutien face à cette répression en manifestant le 28 juillet.

Rappelons le contexte national où depuis quelque temps, les groupes néo-nazis, assurés de leur impunité, agressent migrants, homosexuels, anarchistes, squatteurs, etc.

La ville de Turin, elle, vit une période délicate, due à la crise irréversible du modèle de développement immatriculé Fiat et la volonté, coûte que coûte, de confier le futur au phénomène de foire des olympiades ou aux grands travaux, comme le projet de train à haute vitesse (TAV) qui va saccager la vallée de Susse. À la veille de ces grands projets, l'État, les politiciens locaux et la justice à leur botte criminalisent plus que jamais les mouvements de contestation et de luttes sociales.



Photo Sophie Vincent



Photo Sophie Vincent

Équipe des Relations internationales de la Fédération anarchiste

Saint-Junien, bastion anarchiste

Claude Nepper

Si DÈS 1971, la Revue Neuchâtoise, avec son double numéro 55/56, intitulé «l'Anarchisme dans les Montagnes», et Marianne Enckell avec son livre la Fédération jurassienne, publié chez L'Âge d'Homme, ont mis en lumière l'importance de l'anarchisme dans le Jura suisse, au XIX^e siècle, parmi les ouvriers horlogers (étude reprise par Mario Vuilleumier avec *Horlogers de l'anarchisme*, en 1988, chez Payot), il aura fallu attendre les années 2000 pour voir publier des études similaires à propos des ouvriers gantiers de Saint-Junien, en Haute-Vienne, dont le caractère commençait à échapper à une parfaite confidentialité régionale.

Tout d'abord, en mars 2001, les éditions de la Veytizou publièrent *Anarchistes, ils étaient...* de Henri Demay. Il s'agissait là d'une compilation de textes, de chansons et de poèmes, agrémentés de quelques photos, dessins et unes de journaux de l'époque. Un ouvrage assez superficiel, au rayonnement encore très local, mais qui avait au moins le mérite d'exister et de servir de base à d'autres chercheurs.

Et c'est ainsi qu'en février 2003, aux Presses Universitaires de Limoges (Purim), Christian Dupuy a fait éditer une étude très approfondie, entre histoire et sociologie, intitulée: *Saint-Junien, un bastion anarchiste en Haute-Vienne (1893-1923)*. Un remarquable ouvrage, par la précision qui est la sienne.

Venus des campagnes environnantes, les ouvriers qualifiés que sont les gantiers et mégissiers se considèrent comme une « aristocratie » ouvrière. Surtout les gantiers, chez qui on retrouvera le plus grand nombre d'anarchistes! Farouchement indépendants, ils refusent la grande industrie encasernant les travailleurs, les abrutissant, et se tourneront vers les syndicats naissants, comme la Fédération nationale des mégissiers de France, et au-delà vers la CGT (fondée en 1895 à Limoges, cité alors baptisée la « Rome du socialisme »).

Plusieurs facteurs expliquent l'ascendance anarchiste à Saint-Junien, deuxième ville du département de la Haute-Vienne: un collectif puissant dès 1902, « numériquement supérieur aux autres organisations politiques... », constitué de militants particulièrement prosélytes (surtout entre 1900 et 1910). C'est ainsi que naît en 1902 le groupe *Germinal*, dont les figures emblématiques s'appellent Jacques Rougier, Pierre Chaillat, Raoul Corcelle, Léon Duthéil ou encore Jean Bourgoïn. Ce dernier indiquera dans ses mémoires, *Les Antitout*, parues aux Nouvelles Éditions Debresse, en 1964, que le groupe était constitué alors d'un

noyau de 60 militants. En 1905, maire et sous-préfet de Saint-Junien estime le nombre des agitateurs anarchistes à 100, voire 150. En outre, un groupe de femmes anarchistes, constitué pour l'essentiel des compagnes des militants ouvriers, militantes elles-mêmes, double les effectifs libertaires. À Saint-Junien, l'anarchisme est un anarchisme de masse, qui plus est familial. En comparaison, à Limoges avant 1905, le Club de la jeunesse libertaire ne compte guère qu'une vingtaine de militants (en règle générale, dans la France de la « Belle Époque », les groupes libertaires ont de 15 à 30 adhérents). À Limoges, ouvriers et ouvrières de la porcelaine, non moins virulents, penchent plutôt vers le Parti socialiste, qui désormais réuniifié s'appelle la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière).

À partir d'un collectif libertaire puissant, la ville de Saint-Junien va connaître de 1902 à 1905 une succession de grèves insurrectionnelles. Qu'il serait ici trop long de détailler. Durant quatre ans, la ville vit dans un climat de révolution permanente. Le point d'orgue en sera la grève des mégissiers de 1905: Les éléments socialistes du Groupe d'études sociales partagent avec les anarcho-syndicalistes la responsabilité du déclenchement des grèves. Ainsi, même si l'antiparlementarisme anarchiste gêne l'électoratisme socialiste, il existe une réelle collaboration des différentes tendances politiques du mouvement ouvrier.

En Haute-Vienne, les thèses anarchistes sont défendues en 1904 par la *Cravache rouge* et, de 1905 à 1907, par l'*Ordre*, le journal des anarchistes individualistes. Puis, en 1907, le *Combat social*, tribune des syndicalistes libertaires de la région, prendra la relève. Ces deux derniers titres illustrent clairement la rupture entre deux générations d'anarchistes. En 1906, à Limoges, de jeunes libertaires fondent le groupe la Jeunesse syndicaliste, destiné à attirer à lui une nouvelle génération militante, résolument anarcho-syndicaliste. Outre la presse, l'idéal anarchiste est défendu par nombre de conférenciers comme Sébastien Faure, Ernest Girault, André Lorulot, Jean Marestan, Louise Michel..., drainant à eux des centaines d'auditeurs, venus écouter la parole antiétatique, anticléricale, syndicaliste ou encore pacifiste.

Si l'anarcho-syndicalisme saint-juniand a fait des émules à Limoges, c'est qu'au printemps 1905 les porcelainiers se sont engagés dans une grève insurrectionnelle (soutenue par le maire socialiste, qui est alors destitué par le préfet); une grève touchant l'usine de la



famille Haviland, groupe industriel géant de la porcelaine puisque comptant 2500 salariés. Cette grève sera suivie d'un lock-out patronal, précipitant 10000 personnes au chômage. Elle verra alors la constitution de « restaurants communistes » (c'est ainsi qu'on les appelle) et de caisses de solidarité.

Le motif de la grève est l'attitude inqualifiable de deux contremaîtres. Le chef d'atelier Penaud est accusé par les ouvrières d'exercer le droit de cuissage. Le personnage joue les coqs d'atelier, auquel il est bon de céder aux avances sous peine de renvoi ou de tracasseries. Alors que son collègue Sautour, membre du mouvement politique démocrate-chrétien Le Sillon, a obtenu le renvoi d'un ouvrier qui s'est rendu coupable à ses yeux d'avoir fait enterrer civilement son enfant. Et l'on voit bien là que l'usine ne se permettait pas seulement de contrôler les travailleurs sur leur lieu de travail, mais également hors de la fabrique. Le travailleur appartient à l'usine. Il n'en est alors qu'un instrument. Sans libre arbitre. Le contremaître tient alors lieu de chef d'atelier, mais aussi de « flic de la pensée », de « père fouettard » en matière de bonnes mœurs, qui passent par l'observance stricte des rites religieux (mariage, baptême, enterrement à l'église).

Les journées insurrectionnelles d'avril 1905 se solderont, le 17 avril, par la mort du jeune ouvrier porcelainier Camille Vardelle (20 ans), abattu par la troupe aux abords de la prison de Limoges, alors que des manifestants tentaient de l'investir en vue de libérer des camarades emprisonnés. Le 19 avril 1905, les obsèques de Camille Vardelle seront l'occasion pour les anarchistes saint-juniens d'une démonstration de force. Empêchés de descendre du train les menant à Limoges, ils s'attaqueront de retour à Saint-Junien aux symboles de l'autorité, n'hésitant pas à harceler des bigots, à abattre un crucifix installé sur la grand-place. (Pour les bourgeois, c'est un vent de folie rouge qui balaye la ville. La vieille peur du rouge déjà présente lors de la Commune de Paris, en 1871. Et que l'on retrouvera dans l'Espagne franquiste de 1936 et en mai 1968.) Les anarchistes saint-juniens réitéreront leur manifestation de force à chaque date anniversaire de la mort de Vardelle, jusqu'en 1912. C'est ainsi qu'en 1909, la gendarmerie de Limoges fera les frais d'un attentat anarchiste.

A propos de 1905, on lira avec bonheur 1905, le *Printemps rouge de Limoges*, un ouvrage collectif édité par Culture et Patrimoine en Limousin, en 2005. Un livre très attrayant de par ses textes courts, agrémentés de nombreux dessins et photos, qui tient quasiment du manuel scolaire.

On lira également la pièce de théâtre de Joël Nivard, *Limoges, avril 1905*, éditée par Le Bruit des Autres, en 2005. Voilà une pièce qui pourrait être jouée par une compagnie théâtrale militante, à l'image de ce qui s'est fait lors du centenaire de la mort de Louise Michel, au cours de 2005.

Cependant, 1905-1914 est une période où sera observé le déclin du militantisme anarchiste à Saint-Junien. La raison en est l'échec de la grève des mégissiers, en 1905, qui va permettre la remise en cause de la suprématie du groupe Germinal. Le reflux libertaire s'accompagne d'un désengagement syndical de nombre de mégissiers et gantiers. En outre, l'unification des divers courants socialistes au sein de la SFIO entame l'unité ouvrière apparue initialement entre anarchistes et socialistes. Prosélytes à leur tour, les socialistes vont s'employer à détourner les travailleurs de l'anarchisme; alors même que certains ouvriers modérés, opposés aux pratiques révolutionnaires, vont rejoindre le syndicat jaune (catholique). En 1906, celui-ci comptait 155 adhérents.

L'anarchisme demeurera cependant un courant politique significatif jusqu'en 1923. Malgré les ravages de la Grande Guerre, durant laquelle en 1916, pourtant, ses militants parviendront à enclencher une grève des gantiers.

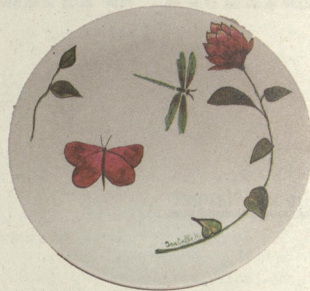
C'est l'apparition du Parti communiste, auréolé de la gloire de la Révolution russe de 1917, qui aura véritablement raison de l'anarchisme populaire à Saint-Junien. Comme dans de nombreux bastions ouvriers de l'époque (à ce propos, on peut observer un processus similaire dans une ville comme La Seyne-sur-Mer, dans le Var).

Outre les ouvrages cités plus avant, on pourra lire également le n° 9 des *Cahiers d'Impact* (juin 2003), intitulé: « le Mouvement ouvrier à Saint-Junien. Syndicats et grèves entre 1894 et 1905 », ou encore *Mémoire de Peaux; Gantiers et mégissiers de Saint-Junien*, qui n'est autre que le catalogue (gratuit) de l'exposition fort intéressante qui s'est tenue du 30 juillet au 18 septembre 2005 à la Halle aux Grains de Saint-Junien. Une exposition qui ne faisait pas mystère du passé anarchiste de la ville. A l'initiative d'une demi-douzaine d'associations d'histoire locale et de la municipalité (communiste, depuis les années 1920).

Un regret cependant: que la ville de Saint-Junien ne soit plus le bastion anarchiste qu'elle fut. En effet, rares sont aujourd'hui les signes tangibles d'une présence militante anarchiste, même si Christian Dupuy rappelle à la fin de son livre que la Fédération anarchiste a tenu son congrès annuel, en 1970, dans la ville proche de Limoges.

Il est vrai que mégissiers et gantiers ont presque disparu. Seules subsistent quelques entreprises de taille modeste, maintenues en activité tant bien que mal. Pareillement à Limoges, concernant la porcelaine, qui, bien que toujours renommée, n'emploie plus 10000 personnes depuis fort longtemps.

Les nouveaux esclaves des bagnes industriels, nous les trouvons désormais en République populaire de Chine où, ironie de l'Histoire, les patrons occidentaux et chinois s'accordent fort bien avec les cadres du Parti communiste chinois, sur le dos des travailleurs.



La seule aventure possible

« **UNE SOCIÉTÉ** qui a détruit toute aventure rend sa propre destruction la seule aventure possible »: je cite les situationnistes de mémoire. Et ma mémoire me rappelle cette phrase à chaque fois qu'encore un assassin se fait sauter. Les commentaires des médias, à chaque attentat-suicide, qu'il ait lieu dans l'Irak-bientôt-démocratique, en Israël-déjà-démocratique ou dans nos pays démocratiques-depuis-longtemps, feraient sourire, s'il ne s'agissait de mort et de souffrance. En effet, nos pauvres médias occidentaux sont en panne d'explications. Les actes des anarchistes il y a cent ans, ou plutôt des quelques anarchistes à bombe et revolver qui eurent la mauvaise idée de croire qu'il suffisait de sacrifier sa vie pour que le système s'écroule, étaient vite expliqués par les médias de l'époque; c'était la misère, c'était l'alcool, c'était la syphilis! Mais, pour ces musulmans qui s'éclatent, la situation n'est pas si simple: les 19 assassins du 11 septembre appartenaient à une confortable petite-bourgeoisie; ce n'est pas la misère. Ils avaient appris un peu de pilotage, ils avaient su faire preuve d'organisation et d'une très longue patience: ce n'est pas la folie, pas un coup de tête, pas une rage homicide. Ils se comportaient quand ils pouvaient en musulmans intégristes, ce qui protège de l'alcool, quoique pas de la syphilis, mais à celle-là, on lui a tordu le cou, enfin presque...

Alors quoi? Les éditoriaux, les dossiers sur six pages, les cahiers spéciaux promettant l'explication du terrorisme en trente mille signes, donnent l'impression d'être écrits par un poulailler de volatiles subitement sans tête, courant encore par pure impulsion, sans savoir où, sans savoir pourquoi. Pourtant, un mot simple, un mot bref, jette la lumière sur le sujet: vivre.

Vivre? Allons donc, ces musulmans qui s'éclatent MEURENT!

Non, non, réfléchissons un peu... Ces meurtriers ont quelque chose en commun avec une grande partie des habitants de cette planète: ils sont pris dans l'engrenage de la marchandise, de la société spectaculaire-marchande, cette société qui, non contente d'avoir renforcé, raffiné, étendu, approfondi la vieille lutte des classes qui portait d'abord sur la pro-

priété des choses et des actions, a su l'étendre à la propriété des pensées, des rêves, des désirs. On a fort justement remarqué que l'attentat-suicide, inventé par des Palestiniens qui n'ont à perdre que leurs chaînes (ce que même un éditorialiste de l'Express peut comprendre) a été repris par des musulmans vivant tranquillement en Occident, cet Occident où, à force de sacrifices, on peut passer du prolétariat le plus abject à la petite bourgeoisie, en fin de carrière et si l'on a piétiné ses collègues.

Donc, raisonnent les éditorialistes et les présentateurs d'émission sur le siècle, entre enfoncer ses collègues auprès du chef de bureau et se faire sauter, le choix est évident.

Alors pourquoi le mauvais choix? Mais, justement, les attentats-suicide à présent sont menés par des musulmans intégrés avant d'être intégristes. Des musulmans qui ont déjà fort bien senti que la marchandise universelle ne mène à rien, qu'elle est la mort, la non-existence, que les seules personnes vivantes sont les têtes de l'écran de la télé, les têtes de l'éditorial du *Nouvel Observateur*, les stars, les pipoles, que tous les autres, tous les anonymes vivent en vain, vivent pour rien, vivent sans vivre.

Certes, les bourreaux d'innocents qui s'éclatent ne sont pas parvenus à un degré de compréhension suffisant pour comprendre que les pipoles aussi sont des cadavres vivants, que la marchandise dessèche et tue jusqu'à ses propres maîtres, que la vie d'un PDG qui travaille 18 heures par jour presque tous les jours de l'année n'a que la supériorité du confort sur les centaines de milliers de vies qu'il exploite ou qu'il détruit.

Non, ils pensent ce que pensent tant d'autres; je ne vis que si je suis, moi aussi, une tête sur un écran.

Et puis, là-dessus, la Résistance. Évidemment, de leur point de vue, ils sont des résistants, des héros, des saints. Franchement, entre veilleur de nuit chez Splendid'Hôtel et saint, entre agent de sécurité chez Décathlon et Jean Moulin plus François d'Assise, y a-t-il de quoi hésiter?

Nestor Potkine



<http://beaubeoo.free.fr>

Pour une école gratuite et indépendante



COMME ILS ONT RAISON les lycéens de protester contre la réforme de l'éducation, contre la loi Fillon. Leur inquiétude, leur colère sont totalement légitimes face à l'attaque en règle dont est victime, sur le fond, l'Éducation nationale. Un véritable tsunami. Ils font preuve d'une prise de conscience d'un très haut niveau car en face le patronat ne reste pas inactif. Les patrons se sentent tellement concernés, qu'ils en ont débattu dans un livre d'entretiens collectifs *École, vers le déclin?*¹ Onze têtes pensantes du patronat français y mènent débat sur l'école et se mêlent des questions de société. On n'échappe pas dans ce débat aux lieux communs, aux enfilades de perles qui ont servi de base au projet Fillon.

Voici quelques extraits plutôt décoiffants: Michel Bon (ex-président de France Télécom): « Au cœur du système éducation nationale, il y a le professeur: c'est une mauvaise idée. Ce qu'il faut mettre au cœur du système, c'est non pas l'élève lui-même, mais l'ambition que l'on a pour lui. »

Robert Lion (président d'Agrisud international, ex-directeur de la Caisse des dépôts et consignations): « J'aime cette idée qu'un représentant ou un administrateur actif d'une PME vienne parler à une même classe, tout au long de l'année. »

Georges Plassat (École hôtelière de Lausanne, président de Vivarte): « Il n'y a plus de famille, l'Éducation nationale devient compliquée, l'accession aux diplômes est extrêmement difficile et élitiste: est-ce que l'entreprise ne peut pas prendre le relais? Sans doute. »

Michel Pebereau (président de BNP Paribas, animateur d'un groupe de travail du Medef sur l'éducation): « Il faut réfléchir aux moyens à mettre en œuvre pour éviter la gratuité. La gratuité a pour conséquence l'indifférence, voire le mépris. »

Édouard de Royere (président d'honneur d'Air liquide): « C'est tout un système qui est en cause. Je regrette cette situation qu'il faut absolument dynamiter. Il faut briser les

tabous, et c'est aux politiques de le faire. »

Marc Vienot (président d'honneur de la Société Générale) « L'idée que l'État s'occupe de l'éducation nationale m'a toujours irrité. Tant mieux s'il le fait; mais il en est bien incapable. »

Dans ce même livre, des représentants de l'Éducation nationale et syndicale ont participé aux entretiens. Je vous livre quelques extraits totalement édifiants et qui ne laissent présager rien de bon quant à l'avenir de l'Éducation nationale si les lycéens, mais aussi et surtout l'ensemble de la profession et le peuple, ne réagissent pas.

Gérard Aschieri (secrétaire général de la Fédération syndicale unitaire FSU): « À première lecture, souvent du bon sens, rien de méchant: des phrases provocatrices mais peu de propos qui fassent réellement bondir. »

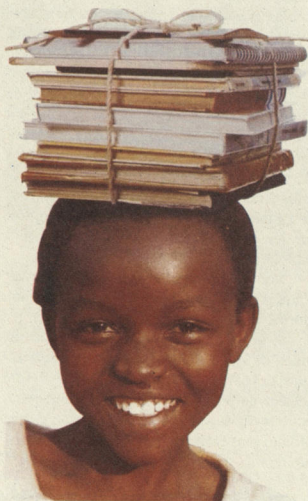
Philippe Raynaud (professeur de sciences politiques à Paris II): « Il n'y a pas de rupture dramatique entre la vision de l'école qu'ont les responsables économiques et les idéaux, les opinions, et même les intérêts du monde enseignant. »

Le projet Fillon s'inspire très largement de ces analyses qui mènent tout droit l'Éducation nationale dans les bras du patronat, de la finance et vers l'économie de marché.

Oui, les lycéens ont bien compris qu'il était urgent de dire non au mépris affiché par le patronat, à leur soif de profit, à l'étouffement du savoir, à l'impertinence vaniteuse de fonctionnaires zélés et réactionnaires, à la contrainte bureaucratique de l'administration et à la vassalisation de certains syndicats et syndicalistes. Dans cette bataille, ô combien révolutionnaire, les lycéens, mais aussi l'ensemble des salariés unis trouveront toujours à leurs côtés les libertaires.

Chainar (Groupe de Rouen)

¹ *École, vers le déclin?* Entretiens avec des grands patrons, Éditions Little Big Man.



Vers un local libertaire à Rennes !

Appel à souscription



SOUSCRIPTION

Le projet d'achat d'un local libertaire à Rennes est un projet de longue haleine, puisqu'il nous engage sur une quinzaine d'années. Les militants du groupe La Sociale le mèneront jusqu'au bout avec l'aide des sympathisants libertaires. Aujourd'hui, nous recherchons un local à acheter, et en parallèle, nous faisons appel à la solidarité de ceux et celles qui souhaitent aider à l'implantation des idées libertaires. Concrètement, le financement du projet requiert encore la somme minimale de 5 000 euros. Nous faisons donc appel à votre aide pratique et financière.

Votre soutien, nous n'en doutons pas, nous aidera à faire aboutir ce projet que nous voulons à la hauteur d'un groupe solidement constitué depuis plus de vingt ans, pour les « militants historiques », mais aussi et surtout de tous les camarades libertaires, pour lesquels la solidarité n'est pas un vain mot.

Nous vous tiendrons naturellement informés de l'état d'avancement de la souscription et du projet d'achat d'un nouveau local dans le *Monde libertaire*, et par retour de courrier.

Pour participer au financement :

- Si vous souhaitez vous inscrire dans la durée de ce projet, la solution la plus simple est la mise en place de prélèvement automatique, même d'un petit montant. Dans ce cas, envoyez-le nous par courrier (à l'adresse suivante : La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes) avec vos coordonnées. Nous vous indiquerons la marche à suivre.

- Vous pouvez également nous aider ponctuellement. Dans ce cas, envoyez votre chèque libellé à l'ordre de « ACL - souscription » à l'adresse suivante : Local La Commune, 9, rue Malakoff, 35000 Rennes.

DES LA FIN DES ANNÉES 1970, la mouvance libertaire rennaise est déjà très visible dans les différentes luttes sociales. En 1984, le groupe de Rennes de la Fédération anarchiste se constitue. En 1996, concrétisant la volonté de développement des libertaires, le Local anarchiste rennais (LAR) s'ouvre, rassemblant diverses sensibilités libertaires. La Fédération anarchiste en a toujours assuré la responsabilité et, dans une large mesure, la gestion. Jusqu'à ce jour, différentes associations et organisations libertaires et sympathisantes (SCALP, CNT-AIT, Entre-Genres...) ont été hébergées au local. La gestion à la fois politique et financière du local existant, aujourd'hui nommé « La Commune » (9, rue Malakoff, 35000 Rennes), est tenue par le groupe La Sociale de la FA. Le nom La Commune a été choisi à la fois comme référence aux révolutions avortées (Communes de Paris, de Lyon et de Marseille), mais aussi pour marquer notre investissement local.

Les militants du groupe La Sociale de la Fédération anarchiste investissent les luttes antifascistes, antimilitaristes, antiracistes, antisectes, sur la décroissance... Le groupe est aussi fortement présent dans les combats sociaux (chômeurs, sans-papiers...) et syndicaux, avec récemment la défense des retraites, et celle de l'emploi aux côtés des salariés de STMicroelectronics.

Le local La Commune, dont nous sommes locataires depuis neuf ans, comporte une librairie, une bibliothèque, une vidéothèque, une audiodépot. Il représente un point d'ancrage dans la durée pour les idées et organisations libertaires. Or, de lourds travaux, liés à un dégât des eaux, sont à prévoir dans le local actuel, ce qui nous obligerait vraisemblablement, pendant ce temps, à quitter le local et donc à abandonner cet outil pour de longs mois. Cela nous a naturellement amenés à envisager de changer de local. Le groupe La Sociale s'est donc engagé dans la démarche d'achat d'un local afin de pérenniser l'implantation libertaire en Ille-et-Vilaine.

Pourquoi acheter un local ?

Le local existant, La Commune, est un très bon outil militant : il sert de point de départ

de collage, de lieu de réunion de groupe, de stockage du matériel militant. C'est aussi et surtout un lieu de rencontre et de discussion-débat pendant les deux permanences hebdomadaires et au-delà. C'est également un lieu d'exposition ou d'animation. Le local amène aux idées libertaires des nouveaux contacts, et à terme des sympathisants, adhérents et militants. Son existence est étroitement liée à l'implication dans le militantisme de terrain des adhérents du groupe La Sociale.

Le local est autogéré par ses membres. Ici, pas de chef, il n'y a que des mandats renouvelés tous les ans pour les différentes responsabilités du local : vidéothèque, audiodépot, organisation des permanences, gestion de la librairie, bibliothèque, abonnements aux revues, buvette, et, le nerf de la guerre (sociale) : la trésorerie !

Ce formidable outil militant et expérimental autogestionnaire a un coût, et si nous en assumons la charge financière depuis neuf ans, nous constatons aussi que, propriété privée oblige, ce sont environ 420 euros que nos propriétaires et agence de location se mettent dans les poches tous les mois. En attendant l'abolition de la propriété privée, le pragmatisme nous amène naturellement à penser que ces 420 euros pourraient être mieux utilisés par nos camarades et sympathisants. Par exemple, pour financer leur propre activité militante, pour aider d'autres libertaires, et notamment d'autres groupes anars qui souhaiteraient eux aussi, dans leur ville, gagner l'indépendance financière en possédant leur propre local.

Le financement envisagé est de 60 000 euros, composé d'un prêt de la Fédération anarchiste, d'un prêt bancaire et d'un appel à souscription. Des camarades libertaires, en particulier le groupe Los Solidarios, ont d'ores et déjà souhaité nous aider de manière importante dans le financement de ce projet. Nous tenons là encore à leur exprimer nos remerciements pour ce soutien qui nous sera d'une grande aide.

Le groupe La Sociale

Ciao Alfo !

MARDI 13 SEPTEMBRE est mort notre compagnon Alfonso Nicolazzi. Il a eu un malaise imprévisible et fatal pendant qu'il imprimait *Umanita nova*. Il est mort dans l'imprimerie qu'il avait contribué à créer et qui a été pendant plus de trente ans un point de référence pour d'innombrables journaux et maisons d'édition, et

pour tous ceux qui, très nombreux, passaient par Carrare. Si cette nouvelle est de celles qu'on voudrait ne pas avoir à donner, il nous reste la consolation qu'Alfonso est mort à la place qu'il aimait le plus, la place où les paroles deviennent concrètes, où les idées se matérialisent sur le papier, où est diffusé l'idéal qui a traversé la vie consciente de beaucoup de compagnons.

Mais Alfo n'a pas seulement été un typographe. Il a toujours milité sur le terrain de la solidarité internationale et il était une composante importante du système des relations de l'IFA. Sur le front écologiste, il a été en première ligne contre la Montedison de Massa. Sur le front syndical, il avait contribué à la naissance des premiers syndicats de base des travailleurs d'Air Italia.

Le numéro d'*Umanita nova* du 18 septembre sur lequel il travaillait est sorti grâce aux compagnons qui se sont tout de suite regroupés autour de la typographie. Sous aucun prétexte Alfo n'aurait permis de sauter un numéro. Ça ne s'est jamais passé en plus de trente ans.



Ruggero, aux compagnons de la typo et de Germinal : « Sempre avanti ».

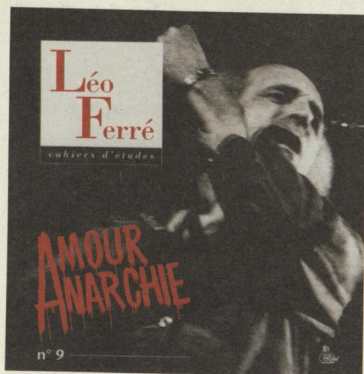
(Traduit d'*Umanita nova*)

Plusieurs centaines de personnes, sous les drapeaux noir et rouge et au son de chansons anarchistes ont accompagné Alfo jeudi 15 septembre au cimetière en faisant plusieurs haltes devant les lieux qui lui étaient chers.

Cher Alfo, cette fois, c'est nous qui chanterons « Vieni o maggio » pour te dire au revoir, mais il ne sera jamais égal à celui que tu as chanté tant de fois.

Un baiser tendre et fort de la part de tous à Ruxandra, Soledad, Siro, Paola, Raffaella, Roberto,

Forum de la librairie du Monde libertaire



LUC VIDAL vient présenter le neuvième numéro des Cahiers d'études Léo Ferré, *Amour Anarchie*, à la librairie du Monde libertaire, le samedi 1^{er} octobre à 16h30 au 145, rue Amelot, Paris 11^e, M^o République ou Oberkampf.

Ce neuvième numéro est disponible à la librairie pour la modique somme de 22 euros. Que ce soit dit et répété !

Des libraires heureux !

Radio libertaire

Vendredi 30 septembre

Offensive de 21 heures à 22h30 invitera Aurélie qui nous parlera de l'histoire de *L'adunata dei refrattari*, revue anarchiste italienne de la période de 1922 à 1971. À travers ce média, il sera bien sûr question de l'histoire révolutionnaire italienne.

Samedi 1^{er} octobre

La philanthropie de l'ouvrier charpentier de 10 heures à 11 h 30 : les princes au chocolat c'est très bon, mais les LUS sont virés. Émission avec Monique Labord au sujet de son livre *Dehors les p'tits lus*.

Dimanche 2 octobre

Émission « Chants / Contrechamps » de 15h30 à 17h : actualité du cinéma et de la chanson.

Lundi 3 octobre 2005

« Les mangeux de terre » : de 9h30 à 11h, émission écolo-libertaire – retour sur la manifestation du 24 septembre dernier à Bure contre l'enfouissement des déchets nucléaires.

Mardi 4 octobre

Idéaux et débats de 18 heures à 19h30 : invité Olivier Adam pour *Falaises*, publié chez L'Olivier.

Mercredi 5 octobre

Traffic reçoit : « Moussu T. e lei Jovents » (la tradition occitane et musique noire réinventent la chanson marseillaise) et le groupe Drôle de Sire (du swing manouche au classique, en passant par le pop-rock) pour leur participation au Festival de Marne.

Jeudi 6 octobre

Si vis pacem de 18 heures à 19 h 30, émission antimilitariste. Invités : Gérard Durand, Esméraldo et Christian Flamia.

89.4 MHz
en région parisienne
et
federation-anarchiste.org/fr/
dans le reste du monde

Mercredi 28 septembre Le-Blanc-Mesnil (93)

Rencontre ciné-débat, autour du documentaire de Patric Jean *La raison du plus fort* en présence du réalisateur et du sociologue Jean-Pierre Garnier au cinéma Louis Daquin, 76, rue Victor-Hugo, RER B - gare de Drancy. Tarif 5,50 euros.

Vendredi 30 septembre Chartres (28)

Salle D4 aux abbayes de Saint Brice conférence sur le thème « Qu'est ce que l'anarchisme et quelle implication du mouvement libertaire dans les luttes sociales actuelles? ». Conférence qui sera animée par Hugues du groupe Pierre-Besnard.

Samedi 1^{er} octobre Chelles (77)

Le groupe Sacco et Vanzetti de la FA organise une réunion publique sur le thème « Le XXI^e siècle sera athée ou ne finira pas » avec Jocelyn Bezeccourt (atheisme.org) à 20h30 au 1 bis, rue Emilie, près de la gare RER E.

St-Paul-en-Jarez(42)

Congrès national 2005 de l'UPF - IRC Union pacifiste de France (Internationale des résistants à la guerre).

Besançon

Fête de rentrée de la librairie L'Autodidacte - 5, rue Marulaz. Apéro concert de 18h30 à 20h30.

Paris 11^e

La librairie du Monde libertaire organise une causerie autour de Léo Ferré à 16h30.

Lyon 1^e

La librairie La Plume noire et l'Union de groupes anarchistes lyonnais vous

invitent à leur pot de rentrée à partir de 17h dans leurs locaux au 19, rue Pierre-Blanc.

Paris 4^e (75)

Existrans : 9^e marche des trans et de leurs sympathisants à 14h. Place St-Gervais, derrière l'Hôtel de ville.

Mardi 4 octobre Partout en France

Les travailleurs sans-papiers manifestent avec les syndicats!

Samedi 8 octobre Rennes

Le groupe la Sociale de la Fédération anarchiste www.farennes.org organise au local La Commune au 9, rue Malakoff à Rennes (tél/rép: 0299679287), à partir de 14 heures: vernissage de l'exposition photo «Saliariés de STMicroelectronics en lutte». Pot convivial, discussion avec des militants et avec les salariés de STM, séance de dédicace du livre *Saliariés de STMicro en lutte* (Editions de Juillet). à partir de 16h30: Assemblée générale du local: bilan de l'année scolaire écoulée, reprise des mandats de gestion du local et perspectives d'achat de local. Nous comptons sur la présence de tous!

Paris 11^e

La librairie du Monde libertaire organise un forum avec Louis Arti, autour de son livre *Belle vie en noir*

Le Mans (72)

« Sarthe libertaire » sera présent à la « 25^e heure du livre » au stand Anacoluthie de 10 heures à 19 heures, à noter la présence de Denis

Langlois et Chantal Dupuis dunier. Le 8 à 17 heures rencontre avec Michel Ragon et Jean-Pierre Levaray sur le thème « ouvrier et paysan dans la littérature » au comptoir.

Samedi 15 octobre Paris 18^e

À 15h30 l'athéisme aujourd'hui, débat animé par Jocelyn Bezeccourt au 10, rue Robert-Planquette - Métro Blanche ou Abbesses.

Vendredi 28 octobre Amiens (80)

Concert de Fred Alpi à 20h30 le relais du campus 110, bd Châteaudun 80000 Amiens.



agenda

BÉRURIER NOIR

LIBERTAIRE

Mardi 4 Octobre 2005

LIVE

89.4 fm

22h30 BOOSTE SOUS LES PAVES

0h30



38

Junior CONY

federation-anarchiste.org